

**STRATEGIE
TERRITORIALE
DE SECURITE
ET DE PREVENTION
DE LA DELINQUANCE**

DIAGNOSTIC

SOMMAIRE

PREAMBULE

LE DIAGNOSTIC

L'ETAT ET L'EVOLUTION DE LA DELINQUANCE GENERALE

- ✓ L'état et l'évolution de la délinquance depuis 2015
- ✓ Le taux de criminalité
- ✓ La délinquance de voie publique
- ✓ Les atteintes volontaires aux personnes
- ✓ Les infractions à la législation sur les stupéfiants

REPARTITION ET EVOLUTION TERRITORIALE DE LA DELINQUANCE DE VOIE PUBLIQUE

LA SITUATION DANS LA ZONE DE SECURITE PRIORITAIRE CHEMIN BAS D'AVIGNON - MAS DE MINGUE

LES JEUNES EXPOSES A LA DELINQUANCE

- ✓ La délinquance des mineurs
- ✓ La saisine du Conseil des Droits et des Devoirs des Familles (CDDF)
- ✓ La situation dans le domaine scolaire

LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET L'AIDE AUX VICTIMES

- ✓ Les violences faites aux femmes
- ✓ L'aide aux victimes

LA TRANQUILLITE PUBLIQUE

- ✓ Les atteintes constatées par la Police Municipale
- ✓ La situation dans l'habitat social
- ✓ La situation dans les transports
- ✓ La politique sécurité du centre hospitalier

LES DISPOSITIFS PARTENARIAUX

- ✓ Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD)
- ✓ Le Centre Loisirs Jeunesse de Nîmes de la Police Nationale (CLJ)
- ✓ Travail d'Intérêt Général (TIG)
- ✓ La rénovation urbaine

LES OBJECTIFS PRIORITAIRES

PREAMBULE

Cet état des lieux permet de poursuivre , dans les années à venir, un certain nombre d'actions de prévention et de sécurité déjà engagées, mais aussi de définir de nouveaux objectifs de travail déclinés en plans d'actions concertés, le tout dans le cadre d'un partenariat fort, dynamique et engagé.

L'ensemble de nos partenaires (Police Nationale, Education Nationale bailleurs sociaux, associations...) ont été consultés afin de pouvoir mettre à jour les données chiffrées de ce diagnostic.

Ces données sont basées sur les années 2017-2018-2019. En effet, l'année 2020 étant une année particulière en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19, les données de cette période ne peuvent servir de référence pour la réalisation dudit diagnostic.

Cependant pour information cette période de restriction a confirmé une baisse sur le Département des cambriolages de - 27%, des vols avec violences- 13%, des vols liés à l'automobile autour de - 25%. ; Seules les violences physiques augmentent faiblement et les affaires intra familiales ainsi que les escroqueries.

NIMES

Les indicateurs chiffrés d'évolution de la délinquance locale permettent d'évaluer l'impact des actions mises en œuvre et de dégager ainsi les grandes orientations en matière de sécurité et de prévention pour les quatre prochaines années, dans le cadre d'une stratégie adaptée à la vie des territoires, à l'évolution des phénomènes factuels de l'état de la délinquance et aux évolutions législatives.

Le diagnostic réalisé permet aussi de mesurer la capacité des acteurs à se mobiliser collectivement autour d'enjeux partagés, dans le respect des déontologies et des champs de compétences, mais aussi de s'interroger sur les lignes d'actions actuelles ou futures, pour une stratégie fine et adaptée aux enjeux locaux de tranquillité publique.

LE DIAGNOSTIC

Le diagnostic balaie, au travers de ses diverses manifestations, la délinquance constatée, c'est-à-dire l'ensemble des crimes et délits dont ont eu à connaître les forces de Police. Il prend en compte des domaines particuliers dans lesquels se déroule la vie des habitants de la cité et dans lesquels la sécurité peut être mise en cause : espaces publics, transports, habitat, établissements scolaires.... Il décline également les réponses apportées par les différents acteurs ainsi que les dispositifs partenariaux mis en place.

L'ETAT ET L'EVOLUTION DE LA DELINQUANCE GENERALE

L'ETAT ET L'EVOLUTION DE LA DELINQUANCE GENERALE

DEPUIS 2015



Depuis 2016, on constate une baisse significative des faits (ensemble des crimes et délits) qui se situent aux alentours de 13 000 constatations.

Sur les quatre dernières années, le nombre de faits constatés est stable.

Il en résulte des efforts déployés par l'ensemble des acteurs concernés sur les thématiques de la prévention et du judiciaire, et dont les grands axes sont les suivants :

- Le travail de proximité engagé par les unités décentralisées de la Police Municipale sur les trois secteurs prédéfinis (Centre, Est et Ouest)
- Une meilleure coordination des services de Police (Nationale et Municipale) contribuant à une efficacité du maillage de la voie publique
- Une amélioration des techniques de police technique et scientifique utilisées par les enquêteurs

- La remontée d'informations par les référents du dispositif Participation Citoyenne
- La contribution de la vidéo-protection à la baisse des faits de délinquance de voie publique. Actuellement, cette couverture vidéo de la ville de Nîmes est assurée par 446 caméras,

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
INTERPELLATIONS	523	555	512	621	674	764

- A noter que le secteur Nord-Gambetta, exposé depuis quelques années aux « deals » de rue, a fait l'objet en 2019 d'un maillage accru (répartition des patrouilles PN/PM afin de couvrir le secteur), la couverture supplémentaire qui en découle améliorant ainsi l'efficacité des équipages de voie publique (PM et PN) dans leur action quotidienne.

LE TAUX DE CRIMINALITE

Le taux de criminalité est le rapport entre le nombre de crimes et délits constatés par la Police Nationale et le nombre d'habitants de la ville.

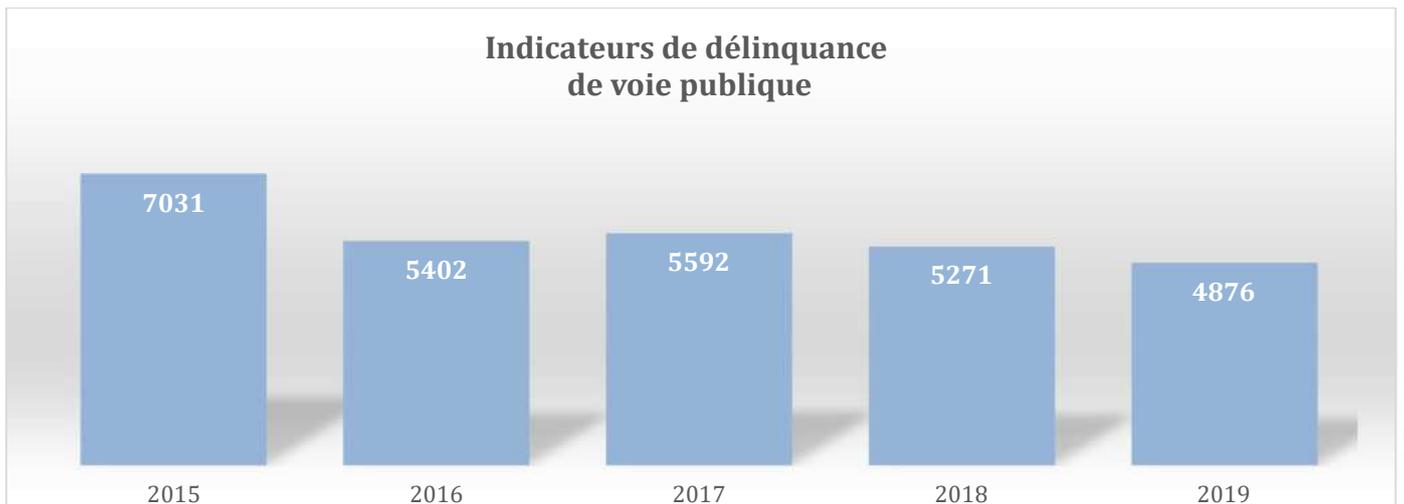
Le taux de criminalité est en 2019 de **85,2/1000** sur la base de la population Insee 2015 de 151 001 habitants. Pour comparaison, en 2010, le taux de criminalité était de **110,60/1000**

Cette baisse s'explique par :

- l'amélioration des techniques scientifiques dans la résolution des cambriolages,
- la mise en place des dispositifs de Participation Citoyenne,
- une couverture plus importante de la protection surveillance vidéo grâce à l'implantation de nouvelles caméras,
- la présence accrue des Policiers sur la voie publique.

LA DELINQUANCE DE VOIE PUBLIQUE

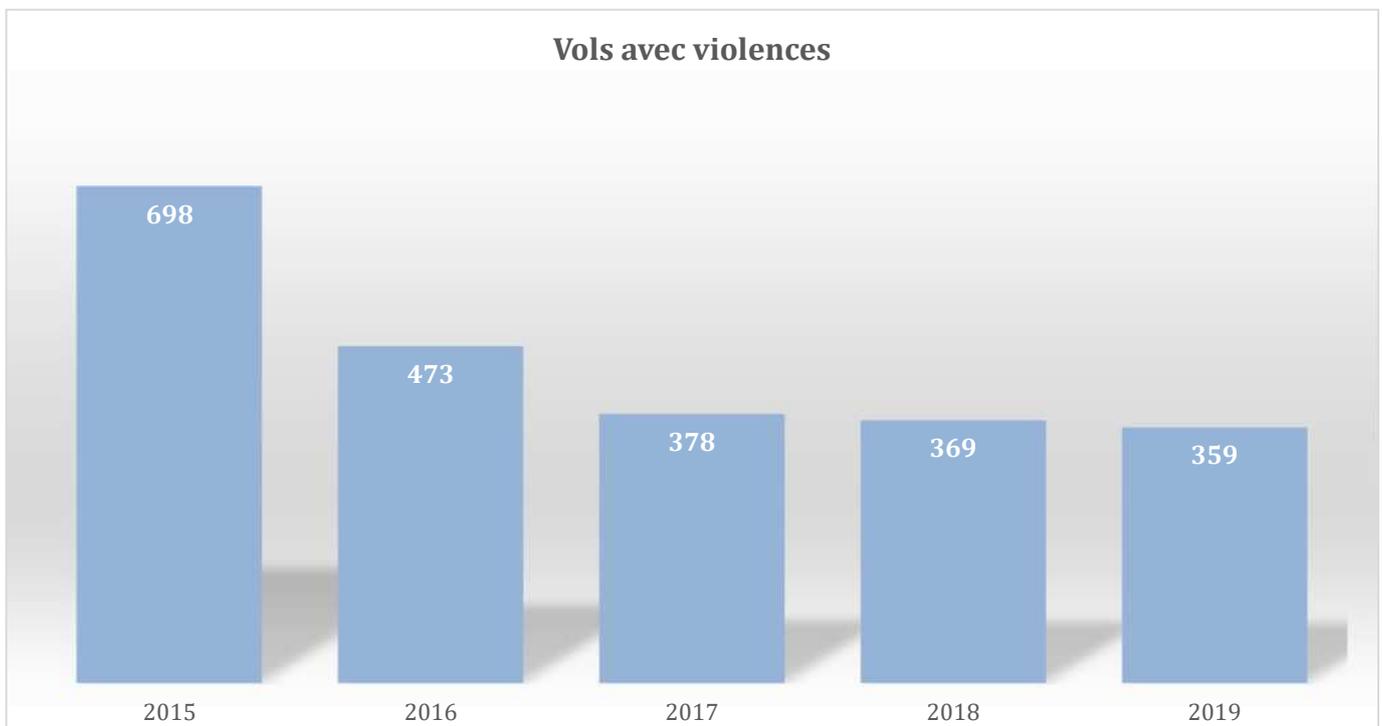
Cet item intègre les vols avec violence, les cambriolages, les vols de véhicules, les vols à la roulotte, les vols de deux-roues, les violences volontaires aux personnes physiques, les violences crapuleuses et non-crapuleuses, et les violences urbaines.



Les indicateurs de délinquance de voie publique suivent de fait les mêmes courbes que ceux de la délinquance générale qui sont en baisse.

A l'exception d'une légère hausse en 2017, l'indicateur connaît depuis 2015 une stagnation en corrélation avec la délinquance générale.

Les délits les plus significatifs de la délinquance de voie publique évoluent de la façon suivante :



Les vols avec violences continuent de décroître après la baisse amorcée en 2016 (698 faits en 2015 contre 359 faits en 2019), soit une baisse de 48,56 %.

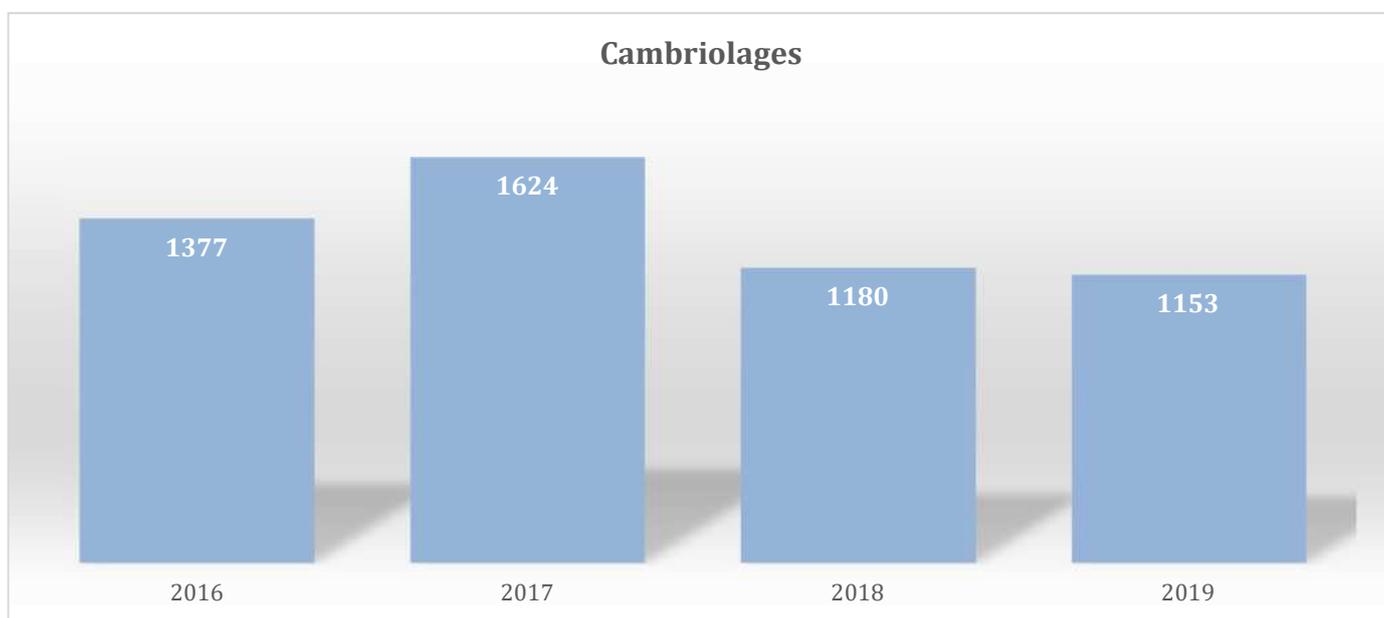
Les vols avec violences restent une infraction principalement à l'apanage des mineurs, plus d'un fait sur deux étant

commis par cette catégorie de population.

Le centre-ville reste la zone la plus exposée.

Les facteurs explicatifs de cette forte diminution sont pluriels :

- ✓ Couverture et travail des services de Police au moyen de la vidéo-protection.
- ✓ Meilleur maillage de la voie publique par les équipages des Polices Nationale et Municipale affectés à ces missions de surveillance (échanges d'informations et coordination des missions dans le cadre d'une convention régulièrement renouvelée) ; et également par la présence pérenne d'un chef de service de Police Municipale au poste de commandement de la Police Nationale.
- ✓ Efficacité accrue de police technique et scientifique (exploitation systématique des traces d'origine papillaire et biologique).



La baisse des atteintes aux biens est principalement due à la forte diminution des cambriolages observée avec une légère reprise en 2017.

Cette diminution s'explique par l'investissement particulier de l'ensemble des partenaires concourant à une meilleure sécurité de la population nîmoise (acteurs de la rénovation urbaine, actions policières communes et ciblées, intensification du maillage de la vidéo-protection...). De plus, l'implication de la Police Municipale dans la recherche de renseignements au bénéfice des services de la Police Nationale répond à cette attente.

L'analyse des lieux cambriolés fait apparaître que les habitations principales sont les plus impactées à la baisse, celle-ci étant moins forte pour les locaux industriels et commerciaux.

A noter la pertinence du dispositif « Opérations Tranquillité Vacances » toujours reconnu depuis des années. Ce dispositif repose sur une inscription des habitants auprès des autorités pour signaler leurs départs en vacances ; régulièrement Police Nationale et Police Municipale vérifient les habitations laissées seules, ce qui réduit considérablement le risque des cambriolages.

Concernant les lieux principalement impactés par ce phénomène, on retrouve comme pour les années passées les secteurs Jean Jaurès, Nord-Gambetta et Ecusson, ce secteur géographique concentrant près de 10 % des vols avec effraction constatés.

La présence du secteur Jean Jaurès parmi les lieux impactés traduit ainsi un changement sociologique dans sa population notamment dans l'espace côté Pompidou et Placette.

Quant aux quartiers résidentiels les plus exposés, on retrouve des secteurs situés en bordure de quartiers sensibles de Pissevin, Valdegour et Mas de Mingue, à savoir les quartiers de Camplanier, Planette et Justices Vieilles.

On observe enfin que les vols commis dans les domiciles (home jacking) avec violence et séquestration sont en nette diminution.

L'extension progressive du dispositif Participation Citoyenne (16 comités de quartier sont actuellement adhérents, les trois premiers comités ayant signé les protocoles Participation Citoyenne en février 2012), qui permet aux habitants d'un territoire concerné d'organiser une surveillance passive et d'organiser la remontée d'informations aux forces de Police, participe activement à la lutte contre le phénomène des vols dans les domiciles et aux bons résultats obtenus depuis plusieurs années.

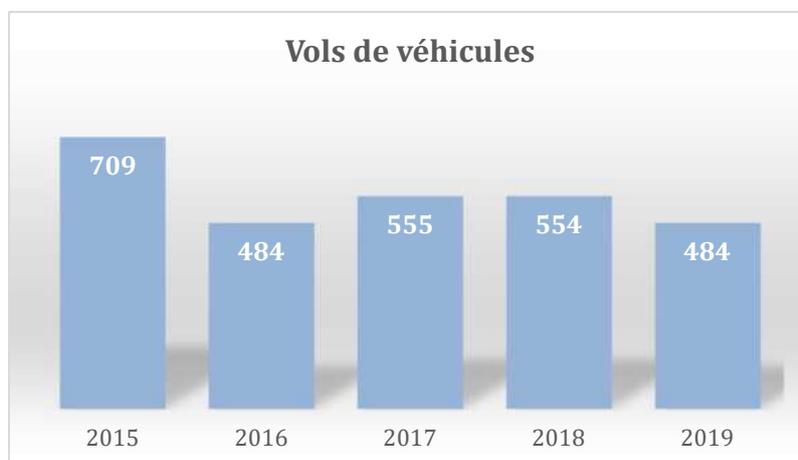
Comités de quartiers	Date de signature du protocole Participation Citoyenne
Puech du Teil	2 Février 2012
La Cigale	2 Février 2012
Carreau de Lanes	2 Février 2012
Castanet	7 Juillet 2016
Alouette	7 Juillet 2016
Mas de Roulan	7 Juillet 2016
Saut du Lièvre	7 Juillet 2016
Vacquerolles	7 Juillet 2016
Ermitage-Auberge de jeunesse	1 Mars 2017
Clos d'Orville	1 Mars 2017
St Césaire/Mas Roman	1 Mars 2017
Route d'Arles/Beausoleil	1 Mars 2017
Les Oliviers –Rte de Beaucaire-rues adjacentes	15 Octobre 2019
Les Capitelles 1	15 Octobre 2019
La Placette	15 Octobre 2019
Villeverte	15 Octobre 2019

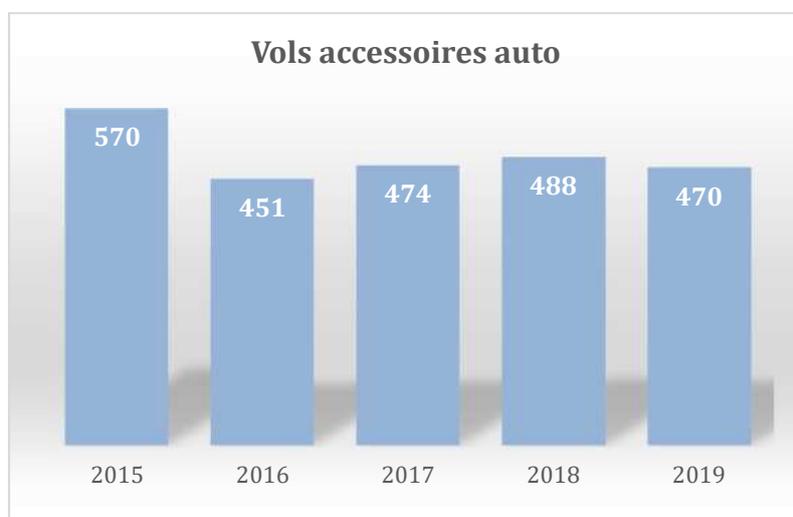
La lutte contre les cambriolages reste une priorité forte de la Stratégie Territoriale avec notamment le développement du dispositif Participation Citoyenne, l'installation de nouvelles caméras de vidéo-surveillance ainsi qu'une communication plus efficace aux habitants du dispositif Tranquillité Vacances.



Après une baisse continue depuis plusieurs années, on constate une reprise de la délinquance liée à l'automobile (2 437 faits en 2018, contre 2 252 en 2017 et 2 361 en 2016). Cette hausse est liée essentiellement aux vols à la roulotte, lesquels en 2018 ont connu une augmentation progressive en impactant tous les secteurs de la Ville. Cela s'explique en grande partie par les agissements d'un groupe qui commettait de nuit des vols dans les parkings souterrains échappant à la surveillance des patrouilles et du CIUVP. Leur arrestation a permis de résoudre plus de 400 vols.

Dont :



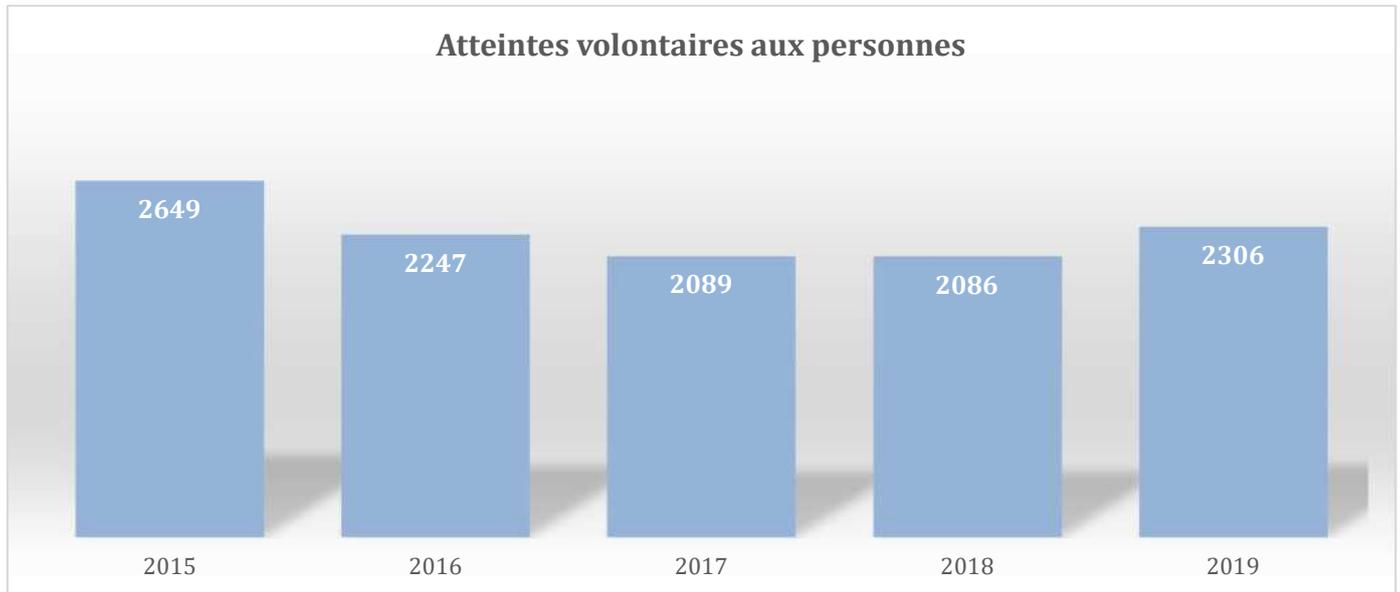


Il faut toutefois signaler que les vols automobiles sur la ville de Nîmes, et malgré la diminution constatée depuis plusieurs années, restent en effet quatre fois plus importants en comparaison avec la strate nationale. Pour pallier ce problème, la ville a installé sur le boulevard Salvador Allende 2 caméras VPI (visualisation plaque d'immatriculation) qui permettent de signaler les véhicules suspects, volés ou surveillés à la demande de la Police Nationale.

La mise en place par Monsieur le Procureur de la République d'un Groupe Local de Traitement de la Délinquance orienté vers l'économie souterraine devrait conduire à une accentuation de la lutte contre les trafics automobiles, source de financements de trafics connexes.

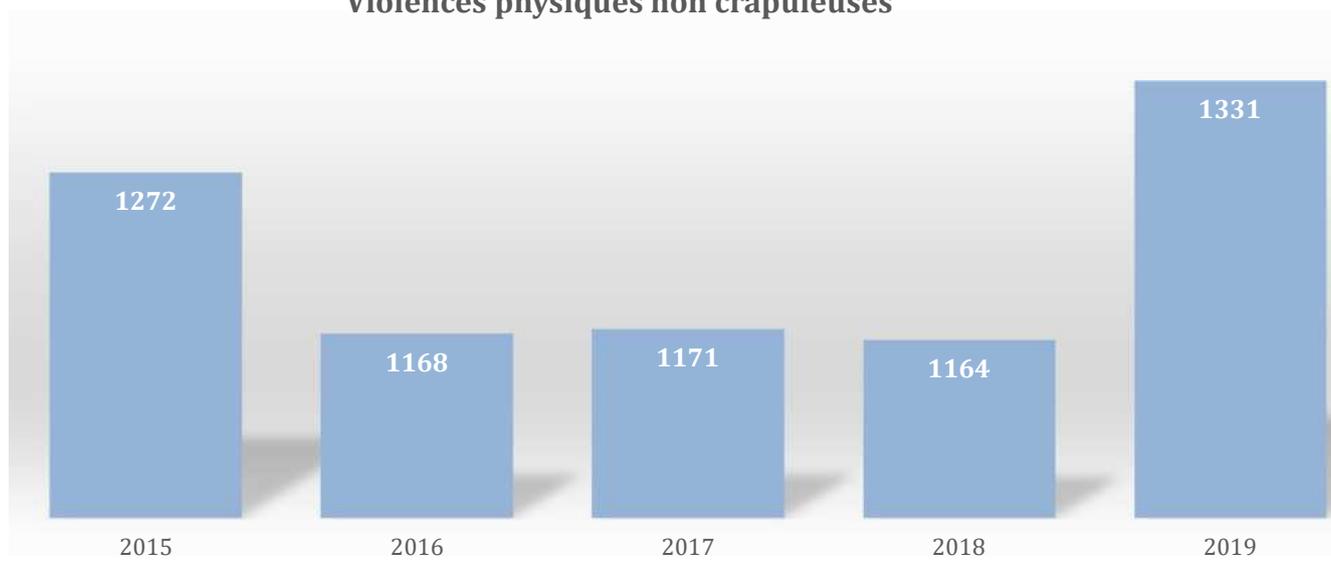
LES ATTEINTES VOLONTAIRES A L'INTEGRITE PHYSIQUE

Les atteintes volontaires aux personnes comprennent les atteintes physiques crapuleuses (vols à main armée, vols avec violences), les violences physiques non crapuleuses (coups et blessures volontaires), les violences sexuelles, les menaces de violences.



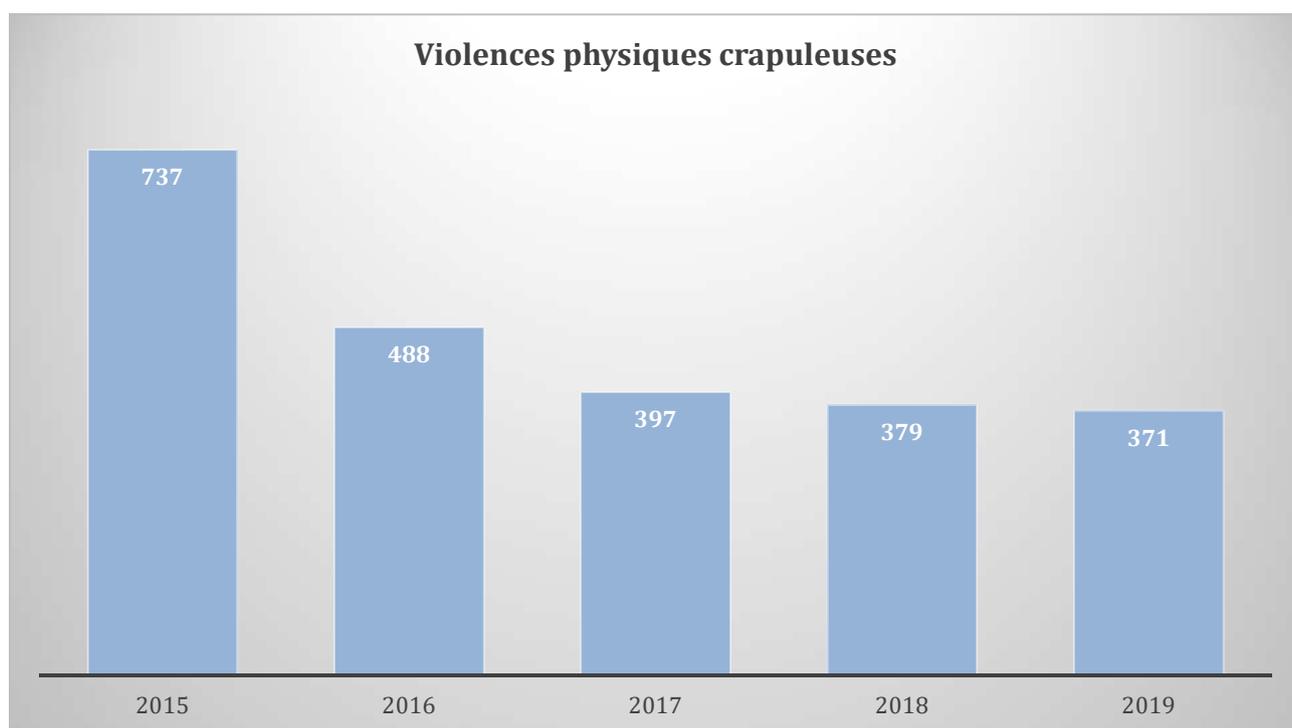
Les AVIP (atteintes volontaires à l'intégrité physique) ont amorcé une baisse de 2016 à 2018 pour augmenter sensiblement en 2019. Cette augmentation s'explique essentiellement par un plus grand nombre de faits de violences volontaires, mais également par la révélation plus importante des faits d'atteintes sexuelles (mouvement me-too). A l'inverse les violences physiques crapuleuses (vols violences notamment) ont baissé.

Violences physiques non crapuleuses

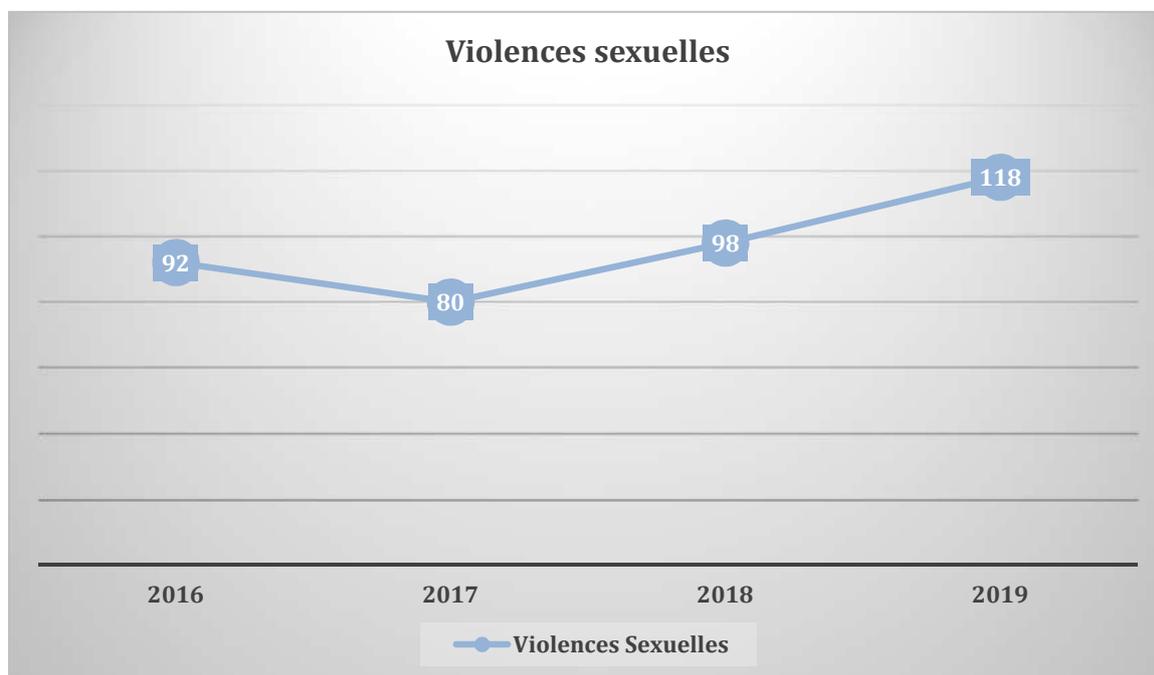


On retrouve les mêmes évolutions décrites ci-dessus sur l'item des violences physiques non crapuleuses avec une augmentation nette en 2019 (+14%) en correspondance avec un phénomène national violent, sans pouvoir en déterminer les origines.

Violences physiques crapuleuses



Depuis 2016, les violences physiques crapuleuses ont subi une baisse significative mais restent toujours sur un plateau important.

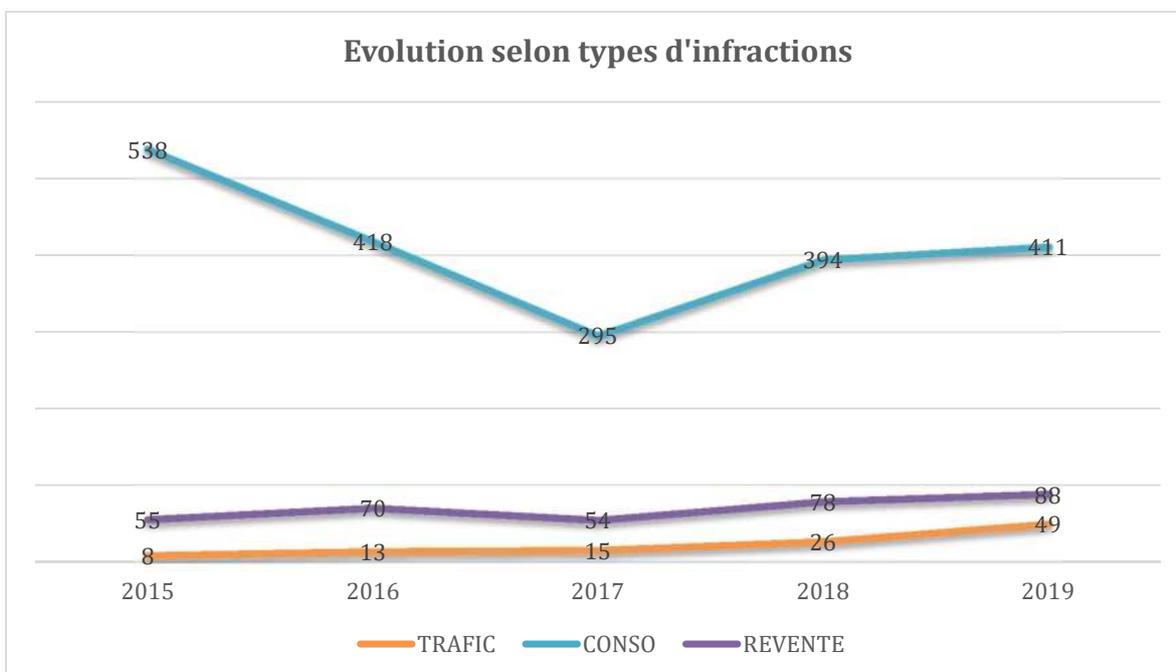
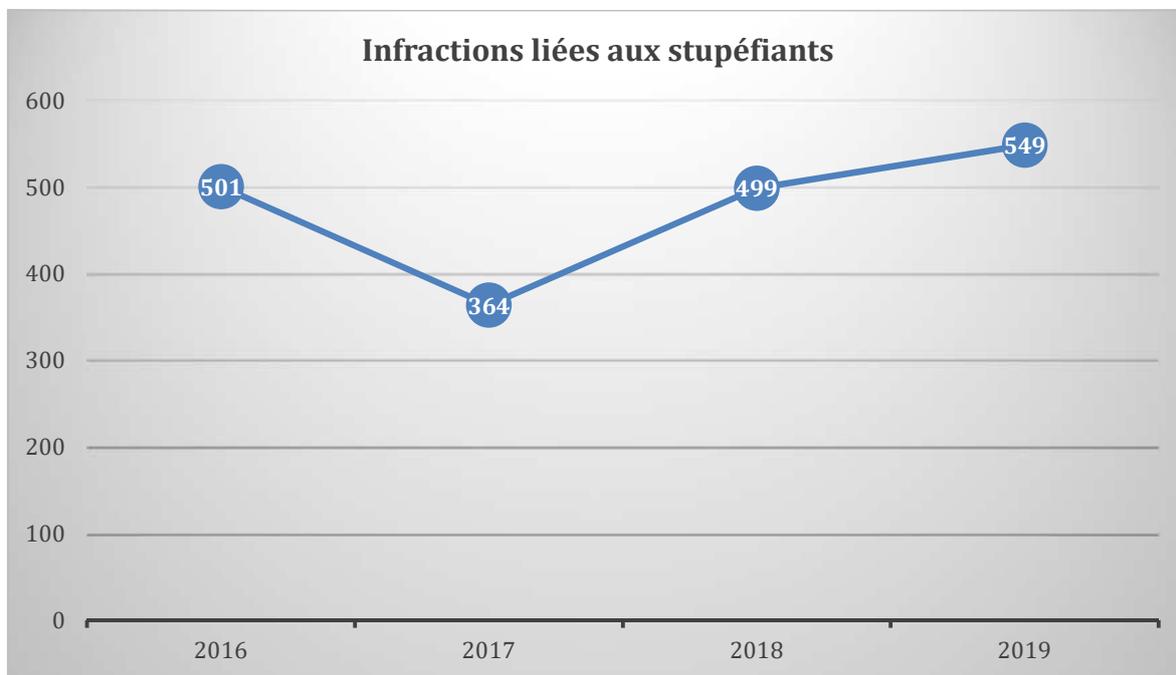


2016	92
2017	80
2018	98
2019	118

Depuis 2018, nous constatons une hausse des violences sexuelles. Cette augmentation s'explique par un très fort contexte médiatique des violences faites aux femmes amorcée depuis 2018 avec l'apparition de mouvement social comme « Meeto » ou « Balance ton porc », qui encourage la prise de parole des femmes - afin de faire savoir que le viol et les agressions sexuelles sont plus courants que ce qui est supposé et favorise le dépôt de plainte et permet aux victimes de s'exprimer sur le sujet.

Le contexte médiatique a permis aux femmes de pousser la porte d'un commissariat et dénoncer des faits dont elles sont les victimes au sein du couple, sachant que, d'une part, une réponse pénale leur sera apportée et que, d'autre part, un suivi psychologique leur sera assuré. Une fiche action de la Stratégie Territoriale en cours sur cette thématique fait l'objet d'un suivi particulier.

LES INFRACTIONS A LA LEGISLATION SUR LES STUPEFIANTS



Les infractions liées à la consommation des stupéfiants restent une thématique qui nous est régulièrement signalée par les administrés bien que les missions de services de Police Nationale soient de plus en plus nombreuses. L'augmentation des affaires liées au trafic ou à l'usage-revente est révélatrice d'une part de la qualité des interpellations réalisées par les effectifs de voie publique et d'autre part de la dynamique en matière de travail d'initiative des enquêteurs affectés à la lutte contre les stupéfiants.

Néanmoins et malgré les bons résultats obtenus, les trafics de stupéfiants persistent et s'organisent pour certains comme de petites PME, profitant dans certains quartiers d'une configuration urbaine avantageuse pour les dealers, ces trafics existants ayant pour la plupart des ramifications sur la voie publique et étant générateurs de nuisances pour les riverains.

La multiplication des points de vente (Nord Gambetta - Le Portal - République - Placette - rue de Turenne - Richard Wagner ou Pythagore, pour ne citer que les principaux) et des réseaux de mieux en mieux structurés (organisation pyramidale avec des fonctions bien définies et rétribuées) participent au sentiment d'abandon ressenti par les habitants des quartiers concernés.

Autre phénomène inquiétant, le nombre croissant de faits liés à des règlements de compte sur fond de trafic de stupéfiants. On notera d'ailleurs l'explosion de découvertes d'armes de guerre lors de nombreuses perquisitions

L'accroissement de l'activité liée à la vente de produits stupéfiants et les énormes bénéfices dégagés peuvent, en partie, expliquer la baisse constatée des cambriolages ou des vols avec violences, ces faits de délinquance étant plus « risqués » et moins « rémunérateurs » que les différentes fonctions occupées au sein d'un réseau de vente de cannabis et/ou de cocaïne.

Face à ce fléau, et malgré les résultats obtenus par les personnels engagés dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, fruit d'un investissement quotidien, ces services d'enquête locaux s'épuisent devant l'ampleur du phénomène, la complexité de la procédure pénale, et la faiblesse de leurs effectifs. Les services d'enquête spécialisés (PJ) saisis de nombreux faits de règlements de compte sont également débordés.

Devant cette situation Le Maire a sollicité des renforts immédiats.

Cette économie souterraine générée par les trafics de stupéfiants, souvent en relation avec d'autres trafics (automobiles par exemple) et qui impacte fortement la vie des quartiers, a conduit la mise en place courant 2018, par Monsieur le Procureur de la République, d'un Groupe Local de Traitement de la Délinquance (GLTD) spécifiquement dédié à la lutte contre ce phénomène.

La Police de Sécurité du Quotidien (PSQ) a été lancée le 08 février 2018 afin de donner notamment plus d'autonomie aux acteurs de terrain, développer les démarches en ligne, améliorer l'accueil des victimes ou encore simplifier la procédure pénale.

La Police de Sécurité du Quotidien a été lancée en septembre 2019 pour la Ville de Nîmes malheureusement sans un apport suffisant d'effectifs. Nous ne disposons pas encore de suffisamment de recul pour permettre son évaluation et son efficacité.

Les GPO (Groupe de Partenariat Opérationnel) ont été mis en œuvre dans le cadre de la PSQ. Les GPO sont organisés mensuellement par la Police Nationale, sur les trois secteurs, avec pour but de réunir les acteurs de terrain (publics ou privés) autour d'un problème de sécurité identifié (regroupement et occupations de halls d'immeuble, dégradations, nuisances autour d'un EPR ...)

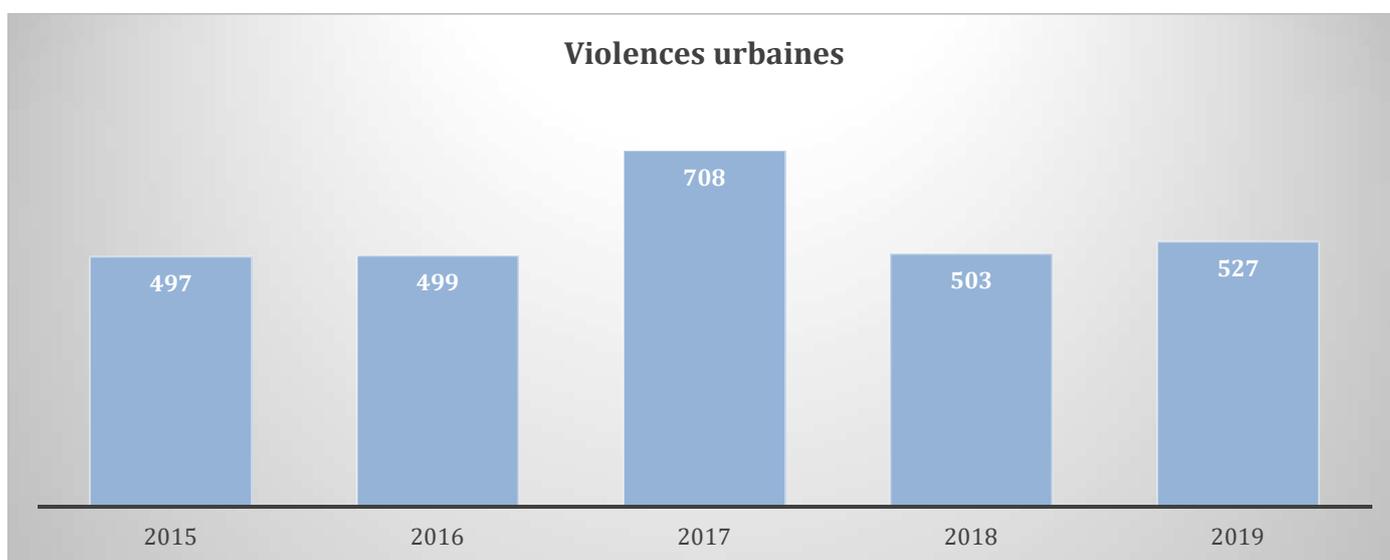
Depuis l'automne 2019, dans le cadre mise en place de la Police de Sécurité du Quotidien (PSQ), les quartiers Ouest de la ville, et plus précisément Pissevin et Valdegour (plus de 15 000 habitants), ont été désignés par le gouvernement

comme faisant partie de la cinquantaine de quartiers désormais dénommés Quartier de Reconquête Républicaine (QRR).

Le QRR est un dispositif de sécurité du quotidien bénéficiant de moyens humains supplémentaires avec pour but de lutter efficacement contre le développement des trafics et de l'économie souterraine. Cela se traduit par la création d'une brigade de contact, d'effectifs BAC dédiés et d'un renforcement de l'investigation judiciaire sur le secteur.

REPARTITION ET EVOLUTION TERRITORIALE

DE LA DELINQUANCE DE VOIE PUBLIQUE



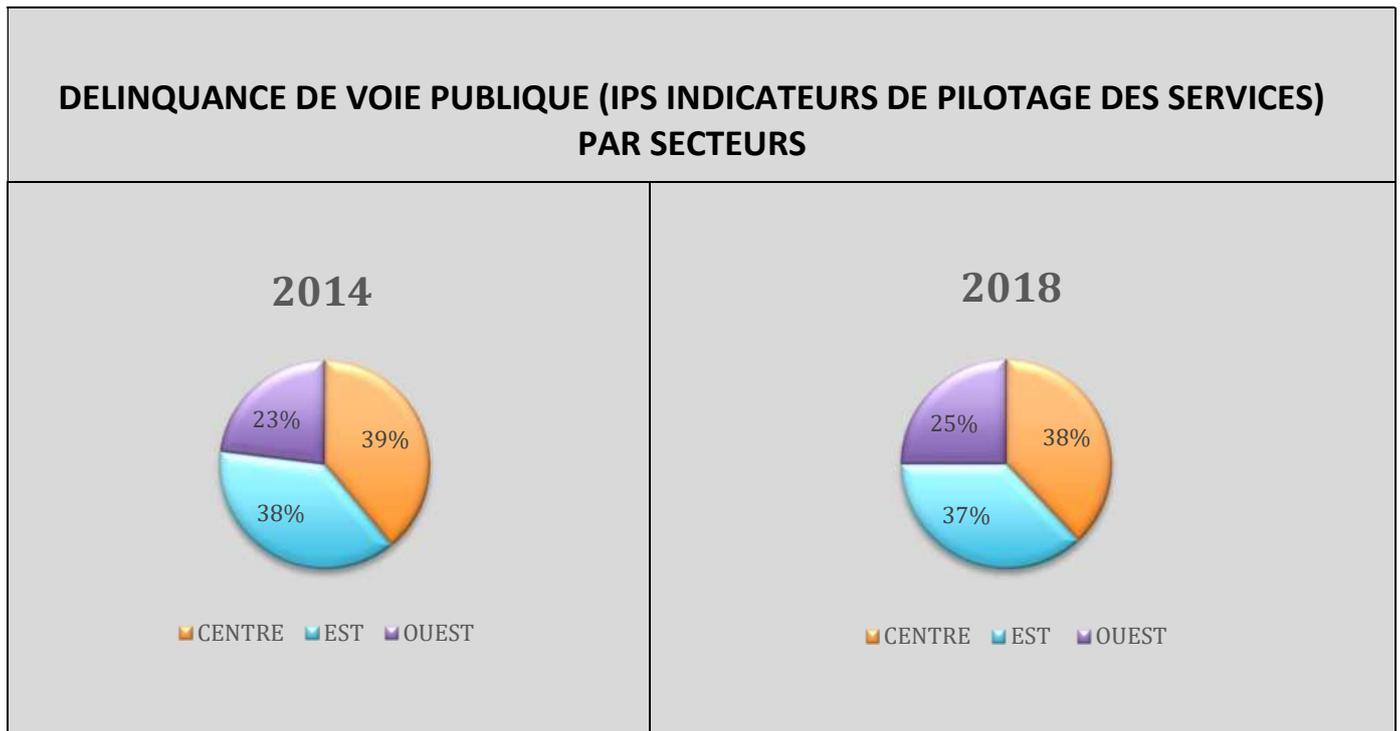
La ville de Nîmes a été partagée en 3 secteurs :

- le secteur Ouest qui comprend notamment les quartiers sensibles de Valdegour et de Pissevin ; retenus au titre des Quartiers de Reconquête Républicaine
- le secteur Centre avec l'Écusson qui constitue le centre-ville ;
- le secteur Est qui comprend notamment les quartiers sensibles du Chemin Bas d'Avignon et du Mas de Mingue. Ceux-ci ont été retenus au titre des Zones de Sécurité Prioritaire.

Chaque secteur comprend des zones commerciales, un vieux village (St Césaire à l'Ouest, Courbessac à l'Est), des centres commerciaux, des zones urbaines sensibles (Valdegour et Pissevin à l'Ouest ; Mas de Mingue et Chemin Bas d'Avignon à l'Est) ou des quartiers socialement défavorisés (Nord-Gambetta dans le Centre).

Etude comparative par secteurs 2014-2018

En l'absence de données chiffrées par secteur sur 2019 et 2020, les études comparatives ont été menées sur les années 2014 et 2018. Les chiffres de 2019 n'intègrent pas le critère des secteurs.

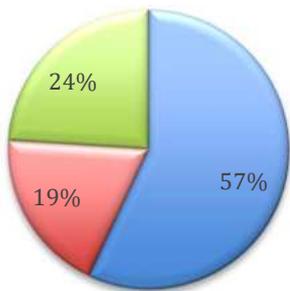


Evolution peu significative de la délinquance de voie publique sur les trois secteurs, les pourcentages de répartition des infractions figurant dans cet agrégat restant quasiment identiques pour les deux années observées (2014 et 2018). Le secteur Ouest est toujours celui où le nombre d'infractions de voie publique recensées est le moins important.

REPARTITION PAR NATURE DE DELITS

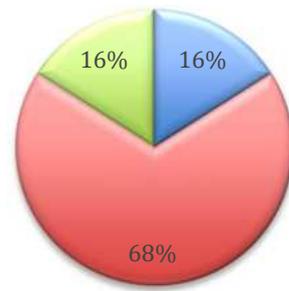
Vols à main armée

2014



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

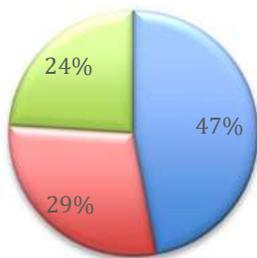
2018



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

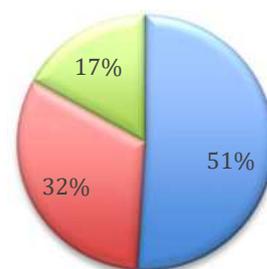
Vols avec violence

2014



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

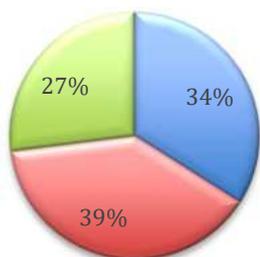
2018



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

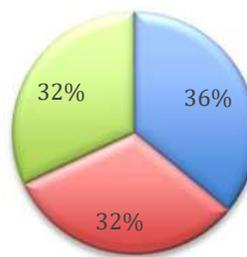
Cambriolages

2014



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

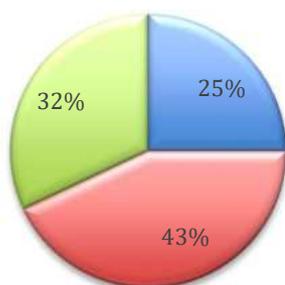
2018



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

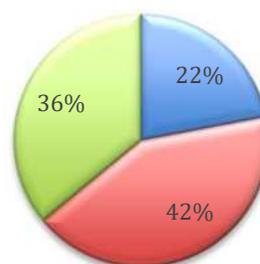
Vols de véhicules

2014



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

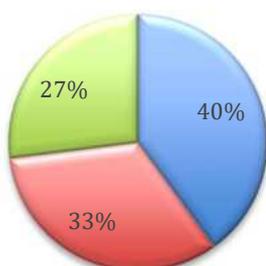
2018



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

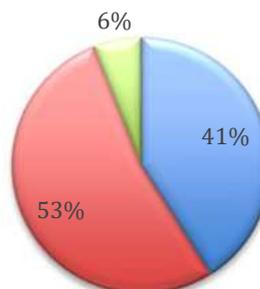
Vols à la roulotte

2014



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

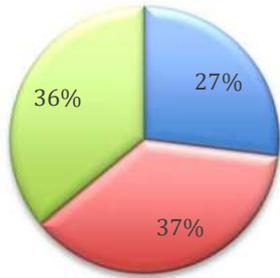
2018



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

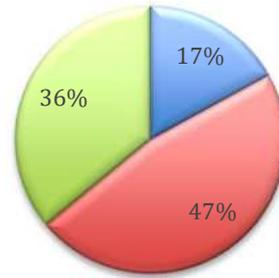
Vols accessoires auto

2014



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

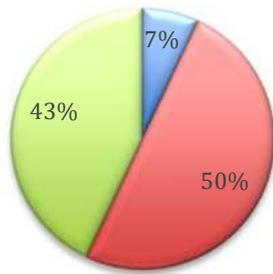
2018



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

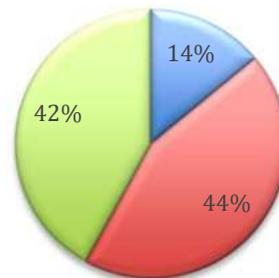
Incendies

2014



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

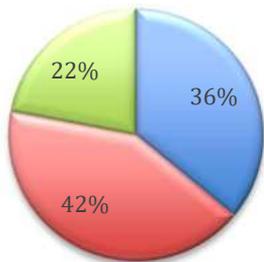
2018



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

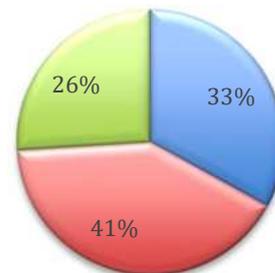
Dégradations

2014



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

2018



■ CENTRE ■ EST ■ OUEST

Si, au fil des années écoulées et de manière continue, les vols avec violence impactent tout particulièrement le secteur Centre, des infractions comme les cambriolages et les vols de véhicules sont réparties sur les trois secteurs, sans modification significative du pourcentage établi depuis 2014.

La seule modification importante, relative aux pourcentages de répartition des infractions sur les secteurs, concerne les vols à la roulotte, le secteur Centre étant beaucoup plus impacté, contrairement au secteur Ouest qui connaît une baisse significative entre 2014 et 2018.

LA SITUATION DE LA ZONE DE SECURITE PRIORITAIRE

CHEMIN BAS D'AVIGNON – MAS DE MINGUE

Pour rappel : Une partie du secteur Est (Chemin Bas d'Avignon, Mas de Mingue) a été retenue en 2013 comme Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP), avec comme priorité affichée de « *reconquérir un territoire ciblé dans lequel les actes de délinquance sont structurellement enracinés* », l'enjeu pour les forces de l'ordre étant donc de reconquérir ces territoires fragilisés par une présence renforcée et une accentuation du travail mené notamment sur l'économie souterraine, sans oublier que la démarche entreprise nécessitait la mise en place de dispositifs de prévention partenariale adaptés. Ces deux quartiers limitrophes situés à l'est de la ville de Nîmes présentaient, à la création de la Zone de Sécurité Prioritaire, des taux de délinquance élevés (108/1000 pour le secteur du Mas de Mingue), les habitants dénonçant régulièrement une dégradation importante de leurs conditions de sécurité.

Dans la période précédant la mise en place de la ZSP, les deux secteurs ont connu des violences urbaines répétées, constituées essentiellement d'incendies de bâtiments (crèche - centre commercial) ou de véhicules, et de jets de projectiles contre les forces de sécurité (Police Nationale, Police Municipale), de secours (Pompiers) ou de transports (Tango).

Ces deux quartiers restent gangrenés par différents trafics, notamment stupéfiants, qui impacte depuis plusieurs années le secteur du Portal, problématique bien appréhendée par les services de Police qui ont multiplié les interpellations de dealers, dans le cadre de procédures judiciaires abouties et d'opérations communes bien ciblées.

La mise en place sur la Zone de Sécurité Prioritaire d'un dispositif « Police-Contact » avec un effectif s'inscrivant dans le paysage des deux quartiers et offrant aux habitants une meilleure visibilité policière a permis d'obtenir de nombreuses informations à caractère judiciaire et a diminué le sentiment d'abandon par une présence régulière et rassurante d'un effectif police. Ce dispositif Police Nationale vient compléter sur ces deux quartiers celui déjà mis en place par la Police Municipale.

Le tableau ci-dessous présente une étude comparative de la délinquance constatée pour les années 2014 et 2018. Les données chiffrées par secteurs pour l'année 2019 n'ont pas été communiquées à la Direction de la Prévention de la Ville de Nîmes.

Délinquance constatée (source : DDSP Gard)									
	Chemin Bas d'Avignon			Mas de Mingue			ZSP		
	2014	2018	Evolution	2014	2018	Evolution	2014	2018	Evolution
Délinquance générale	410	357	- 12,9%	252	248	-1,59%	662	605	-8,61%
Indic. pilotage des services	217	144	-33,6%	162	100	-38,2%	379	244	-35,62%
Vols avec violences	17	18	+5,8%	24	4	-83,3%	41	22	-46,23%
Cambriolages	35	21	-17,1%	32	18	-43,75%	67	39	-41,79%
Vols liés à l'automobile et 2 roues à moteur	47	45	-4,25%	36	38	+5,26%	83	83	=
Dégradations	79	43	-45,5%	49	34	-30,6%	128	77	-39,84%
Stupéfiants	27	32	+18,5%	10	22	+120%	37	54	+45,9%

Délinquance des mineurs dans la ZSP

Le niveau élevé de la délinquance des mineurs était une caractéristique de la ZSP lors de sa création.

En 2018, ce taux a largement baissé (19,37 % pour le secteur ZSP), même s'il reste légèrement supérieur au taux observé pour l'ensemble de la ville de Nîmes (16,12 %).

	2014	2018
Nîmes	18,82 %	16,12 %
Chemin Bas d'Avignon	16,77 %	19,42 %
Mas de Mingue	36,96 %	19,32 %

VIOLENCES URBAINES source : DDSP Gard									
	Chemin Bas d'Avignon			Mas de Mingue			ZSP		
	2014	2018	Evolution	2014	2018	Evolution	2014	2018	Evolution
Total	79	27	- 65,8%	54	12	-77,77%	133	98	-26,3%
Dont									
Feux de véhicules	45	35	- 22,2%	24	4	-83,3%	69	39	-43,47%
Feux de poubelles	10	3	- 70%	12	1	-91,6%	22	4	-81,81%
Jets de projectiles	23	48	+108,6%	17	7	-58,82%	40	55	+37,5%

L'analyse de l'évolution des violences urbaines sur la Zone de Sécurité Prioritaire fait ressortir une diminution de leur volume avec notamment une forte baisse des feux de véhicules. Une politique plus active d'enlèvement des véhicules dits « épaves », opérée par la Police Municipale, a certainement favorisé cette dynamique en limitant les phénomènes d'entraînements.

Seuls les jets de projectiles dont sont victimes les forces de sécurité, les pompiers et les transports en commun sont en augmentation, surtout sur le secteur du Chemin Bas d'Avignon. Ces infractions, indicateurs de rejet de l'autorité, mais aussi de l'appropriation agressive de l'espace public, se concentrent sur des espaces très localisés où la configuration urbaine facilite le passage à l'acte, tout en compliquant la tâche des forces de Police. Les auteurs, sont principalement des mineurs dont les agissements répondent à une forte saisonnalité (vacances notamment).

A noter que les transports de l'agglomération nîmoise, pour mieux lutter contre les incivilités rencontrées dans l'exercice de leur mission et notamment les jets de projectiles dont leurs véhicules font l'objet, en partenariat avec certains établissements scolaires, ont mis en place des ateliers « Citoyenneté dans l'Espace Bus » dont le but est, d'une part, de faire connaître la présentation de l'entreprise et les métiers et, d'autre part, de sensibiliser les jeunes au respect des règles sociétales. Une attention particulière doit être apportée sur la prévention situationnelle afin de limiter les jets de projectiles qui impactent l'utilisation pérenne des transports en commun.

L'ensemble des données chiffrées proviennent d'une étude comparative entre 2014 et 2018.

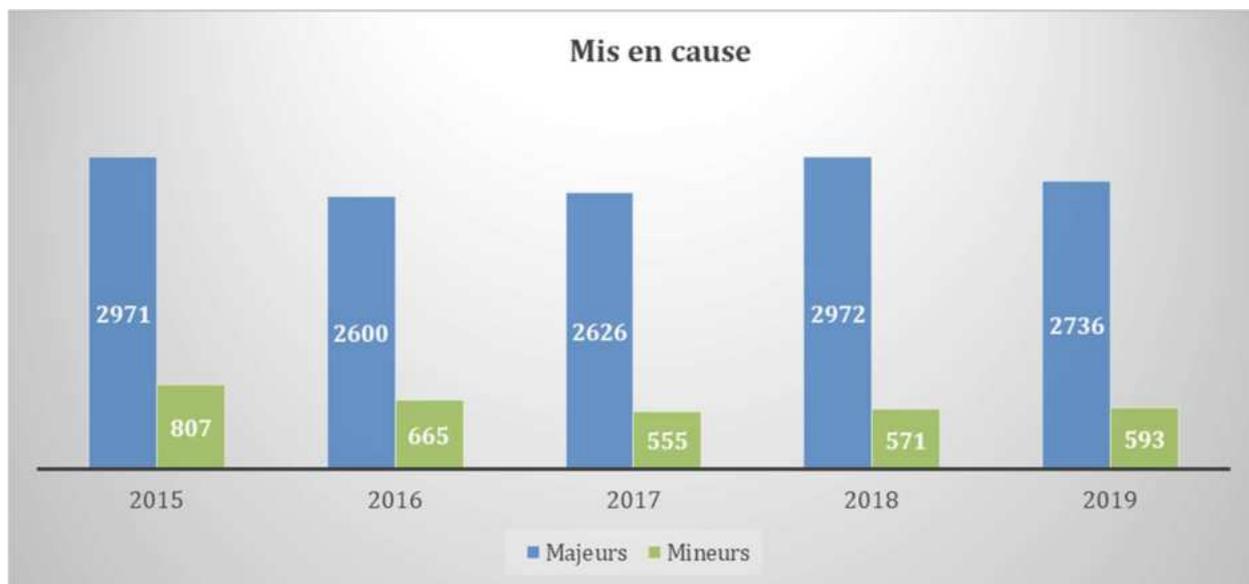
LES JEUNES EXPOSES A LA DELINQUANCE

La Stratégie Nationale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance précise que le public à prendre en compte dépasse celui des mineurs puisqu'il s'agit des jeunes de 12-25 ans.

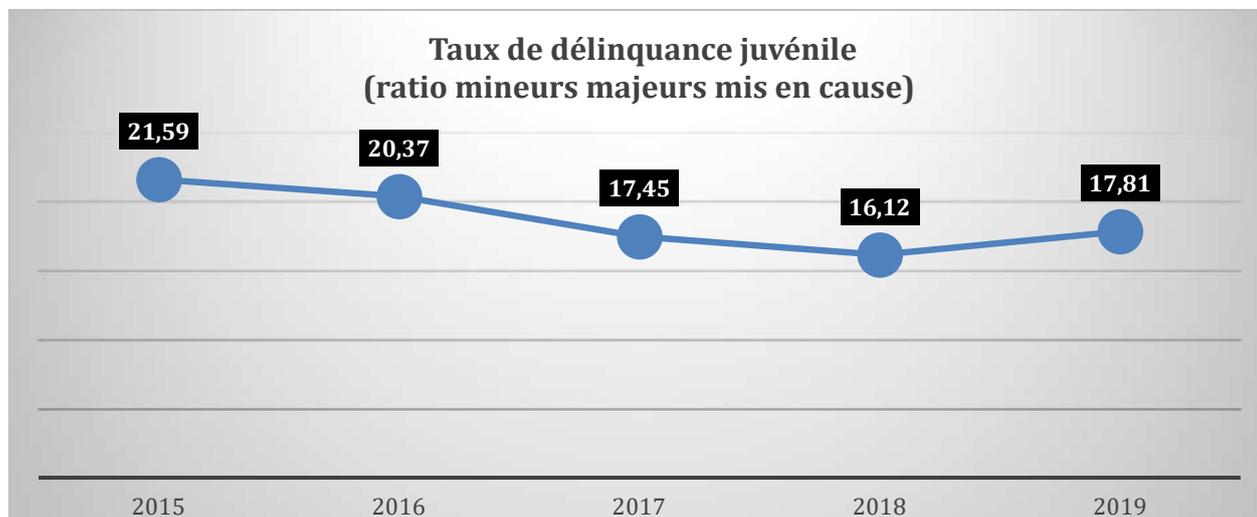
Sont englobées dans cet ensemble : d'une part, la prévention du basculement dans la délinquance pour les jeunes en grande difficulté ou sortis du système scolaire sans qualification, et/ou très éloignés de l'emploi et/ou troublant la tranquillité publique par leurs comportements et, d'autre part, la prévention de la récidive pour les primo-délinquants ou les multirécidivistes.

LA DELINQUANCE DES MINEURS

La délinquance des mineurs constatée par la Police Nationale :



Il s'agit du nombre de mis en cause dans les procédures judiciaires



Part des mineurs mis en cause sur l'ensemble des personnes mises en cause

Depuis 2015, la part des mineurs mis en cause en délinquance générale a baissé, passant de 21,5 % en 2015 à environ 17 % ces trois dernières années.

LA SAISINE DU CONSEIL DES DROITS ET DES DEVOIRS DES FAMILLES (CDDF)

Installé depuis 2011 dans le cadre de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, le CDDF permet d'apporter une réponse rapide aux actes d'incivilités commis par les mineurs, mais également les majeurs, dans le cadre d'un rappel à l'ordre.

Les faits entrant dans la sphère de compétence du CDDF sont ceux qui portent plus particulièrement atteinte au bon ordre, à la sûreté et à la tranquillité publique. Ces incivilités concernent notamment :

- les comportements inappropriés dans l'espace public et au contact des personnels assurant une mission de service public ;
- les troubles à l'ordre public et dans les transports en commun ;
- l'absentéisme scolaire ;
- les troubles de voisinage, les tapages ;
- les incidents dans les établissements scolaires et aux abords (rixes, menaces envers les personnels, intrusions...) ;
- les mineurs non accompagnés dans les lieux publics aux heures tardives ;
- les atteintes légères à la propriété ;
- les infractions aux arrêtés municipaux et contraventions au code de la route relatives à la circulation des deux-roues ;
- les atteintes à la laïcité.

Un coordonnateur nommé par le Maire recueille l'ensemble des faits et réunit le Groupe de Suivi Personnalisé (GSP) qui procède à l'étude et à l'orientation des dossiers concernant les auteurs d'incivilités mineurs ou jeunes majeurs.

Le GSP, placé sous l'autorité du Procureur de la République, est composé des services de l'Etat (Parquet, Préfecture, Police Nationale, Education Nationale, PJJ), du Conseil Départemental (ASE) et des services de la Ville (Direction de la Prévention, de l'Education, service Jeunesse, CCAS, Police Municipale).

Le GSP est l'instance qui décide de l'orientation du dossier et, en particulier, de la décision du rappel à l'ordre au vu du profil de l'auteur de l'incivilité.

Concernant les auteurs majeurs, le coordonnateur prend attache avec le Parquet et sollicite son avis avant de faire procéder au rappel à l'ordre. Les personnes faisant l'objet d'un rappel à l'ordre sont ensuite rapidement convoquées en Mairie par la Police Municipale et sont reçues dans la Salle des Mariages de l'Hôtel de Ville, en présence de l'élé réfèrent, du coordonnateur, d'un membre du CCAS et de l'Education Nationale.

A l'issue d'un entretien, en présence des parents pour les mineurs, il est procédé à un rappel à l'ordre solennel, le but étant d'éviter toute récidive de l'incivilité, de rappeler les valeurs du vivre-ensemble et de soutenir la responsabilité parentale. Des mesures d'accompagnement peuvent être proposées.

Tableau activités du CDDF

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de réunions	1	1	5	5	5
Nombre de dossiers traités	53	45	49	51	43
Nombre de mineurs concernés	90	72	95	101	81
Nombre de rappels à l'ordre	33	33	59	73	59
Réunions GSP	5	4	4	3	3

Les rappels à l'ordre concernent principalement des incivilités sur la voie publique relevées par les polices et des problèmes de comportement dans le milieu scolaire signalés par la direction de l'Education.

Confrontée à des problèmes graves de comportement en milieu scolaire de la part d'enfants, de nature à créer des conditions défavorables au bon fonctionnement des écoles élémentaires, la direction de l'Education de la ville de Nîmes a plusieurs fois eu recours au Conseil des Droits et Devoirs des Familles,

La saisine du Conseil Des Droits et des Familles de la Ville a ainsi pu répondre à des problématiques récurrentes de jeunes enfants présentant une difficulté devenue chronique à accepter l'autorité des adultes, refusant les valeurs et principes élémentaires nécessaires à la vie d'une classe et son bon fonctionnement. L'action du CDDF a été élargie aux parents fauteurs de troubles au sein des établissements scolaires et des intrusions dans les écoles.

LA SITUATION DANS LE DOMAINE SCOLAIRE

Etablissements du 2nd degré

ETABLISSEMENTS PUBLICS

Collèges : 10

Capouchiné- Condorcet- Feuchères- Jean Rostand- Mont Duplan- Les Oliviers- Révolution- Romain Rolland- Ada Lovelace- Jules Verne

Lycées : 5

Alphonse Daudet- Philippe Lamour- Albert Camus- Dhuoda- Ernest Hemingway

Lycées Professionnels : 4

Gaston Darboux- Frédéric Mistral- Jules Raimu- Voltaire

Les effectifs

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
COLLEGES	5 757	5 462	5 485	5 558
LYCEES	7 901	8 134	8 232	7 948
LYCEES PROF.	2 598	2 581	2 576	2 642
TOTAL	16 256	16 177	16 293	16 148

Nombre de conseils de discipline

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
COLLEGES	73	84	85	92
LYCEES	12	18	29	24
LYCEES PROF.	29	39	58	25
TOTAL	114	141	172	141

Les motifs des conseils de discipline les plus récurrents sont les comportements inadaptés et les violences physiques et verbales.

Nombre de signalements à la cellule de prévention de la radicalisation

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
ECOLES	3	8	2	1
COLLEGES	15	8	8	4
LYCEES	8	3	4	2
LYCEES PROF.	6	1	4	/
TOTAL	32	20	18	7

Nombre et nature des faits traités par les EMAS (équipes mobiles académiques de sécurité)

	2015-2016			2016-2017			2017-2018			2018-2019		
	C	L	LP	C	L	LP	C	L	LP	C	L	LP
ATTEINTES AUX PERSONNES	76	14	60	93	11	48	114	12	71	146	24	50
ATTEINTES AUX BIENS	11	4	7	8	2	10	8	1	25	12	/	18
ATTEINTES A LA SECURITE	13	1	3	27	4	12	32	4	13	37	7	21
ATTEINTES AUX VALEURS DE LA REPUBLIQUE (données laïcité non disponibles)	4	2	1	7	/	2	7	4	/	7	3	4
	104	21	71	135	17	72	161	21	109	202	34	93

Etablissements du 1^{er} degré

ECOLES PUBLIQUES

	2015-2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018-2019
Ecoles maternelles	4 579	4 551	4 554	4 577
Ecoles élémentaires	7 240	7 347	7 282	7 365
Ecoles primaires	713	684	686	684
Total élèves	12 532	12 582	12 522	12 626

ECOLES PRIVEES

	2015-2016	2016 - 2017	2017 - 2018	2018-2019
Ecoles maternelles	991	958	937	939
Ecoles primaires	1 769	1 819	1 793	1 790
Total élèves	2 760	2 444	2 244	2 729 (dont 2 443 Nîmois)

Les écoles sont les derniers équipements publics institutionnels dont le nombre (83 écoles) irrigue de façon très importante tout le territoire nîmois.

Leur amplitude de fonctionnement (de 7 h 30 à 18 h 30) et le volume d'enfants accueillis (près de 13 000 en classes et plus de 7 000 en temps périscolaire) font qu'il s'agit d'établissements très exposés aux problématiques de sécurité.

On rappellera que les écoles fonctionnent en deux temps d'accueil distincts :

- Le temps scolaire (temps de classe) qui relève de la responsabilité de l'Education Nationale.
- Le temps périscolaire (avant et après la classe, aussi appelé temps ALAE), dont la responsabilité incombe à la ville de Nîmes et qui emploie environ 700 agents communaux, avec une durée de fonctionnement (5 h 45) supérieure à celle du temps scolaire.

Sur les 13 000 enfants scolarisés sur la ville de Nîmes, 37 % sont accueillis dans des écoles situées sur le secteur des Réseaux d'Education Prioritaire principaux (REP+) défini par l'Education Nationale.

Les secteurs des REP+ concernent :

- Pissevin - Valdegour (collège Condorcet et les écoles élémentaires du secteur),
- Mas de Mingue (collège Ada Lovelace et les écoles élémentaires du secteur),
- Chemin Bas d'Avignon (collège Romain Rolland et les écoles élémentaires du secteur).

A noter que les écoles qui concentrent les effectifs les plus importants sont situées sur la zone Pissevin -Valdegour (groupe scolaire Edouard Vaillant- Ecoles Langevin- Henri Wallon- Gustave Courbet).

Ces écoles maternelles et élémentaires, implantées dans des quartiers repliés socialement et ethniquement, sont, depuis quelques années, des lieux où l'on constate une forte augmentation des tensions générées par la radicalisation religieuse face aux principes républicains et aux valeurs citoyennes qui sont les fondements de l'école en France.

Face au risque terroriste présent, la municipalité a décidé d'équiper les écoles publiques de la commune d'un dispositif **Alerte Attentat** (dispositif d'alerte intrusion, procédure d'intervention des forces de sécurité et plan de mise en sécurité des occupants) , aujourd'hui opérationnel dans l'ensemble des établissements scolaires du 1^{er} degré et des centres de loisirs de la ville de Nîmes.

LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

ET L'AIDE AUX VICTIMES

LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Les violences subies par les femmes prennent des formes multiples. Selon l'étude nationale, dite de « victimation », menée en 2019 par la Mission Interministérielle pour la Protection des femmes Contre les Violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF) et le Cadre de Vie et Sécurité (CVS), le nombre de femmes victimes le plus important relève principalement des victimes violentées dans la sphère familiale par partenaire intime, qui se manifestent par des atteintes physiques, sexuelles, verbales, psychologiques, économiques, dans des menaces ou des attitudes de contrôle, et les violences sexuelles quel qu'en soit l'auteur.

Depuis 2006, la Délégation Aux Victimes (DAV), structure commune à la Police Nationale et à la Gendarmerie Nationale, produit l'étude nationale sur les morts violentes au sein du couple recensées sur une année civile.

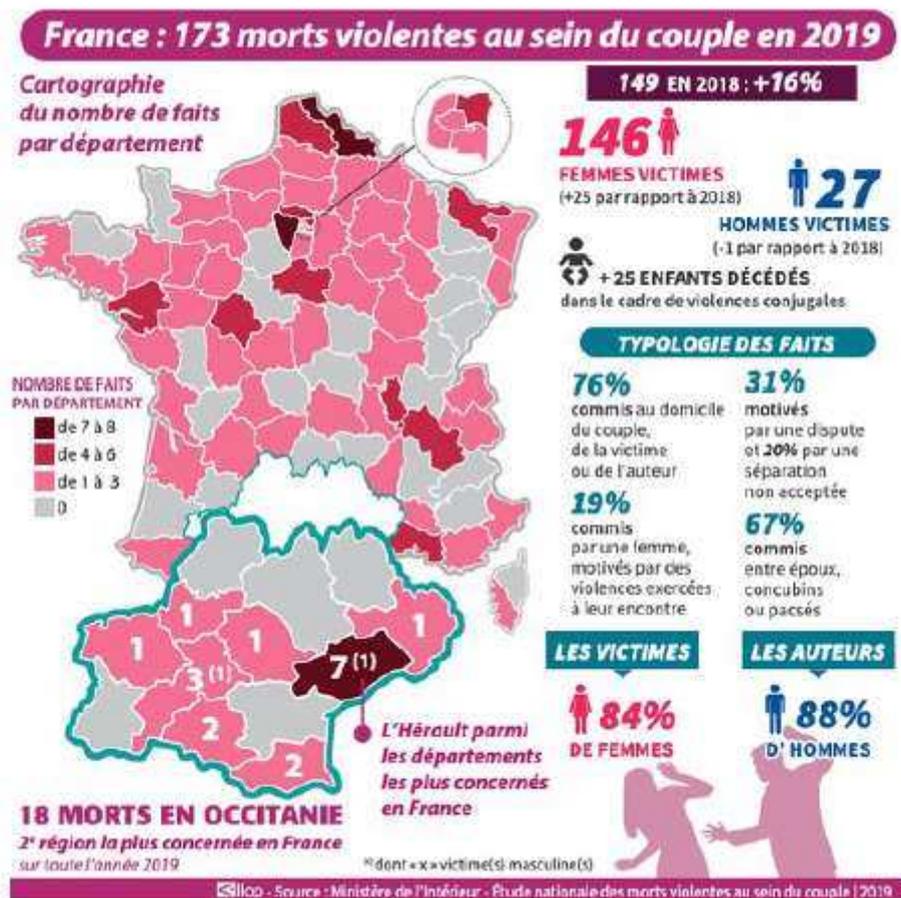
Ainsi, en 2019, sur un nombre total de 214 homicides, 173 personnes ont été tuées par leur partenaire ou leur ex-partenaire de vie (contre 149 en 2018), soit une augmentation de +16.10 %. Ces faits représentent 20 % de l'ensemble des homicides et violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner, enregistrés en France en 2019, soit 850 cas recensés.

Les femmes représentent 84 % du total des victimes : en 2019, 146 victimes femmes ont été recensées contre 121 en 2018 (+21 %) et 27 victimes hommes contre 28 en 2018. 41 % de ces femmes avaient déjà subi des violences antérieures et 43 % d'entre elles avaient déjà déposé une plainte.

L'âge médian des victimes est de 46 ans. Globalement, les victimes les plus exposées aux morts violentes au sein du couple sont celles âgées entre 30 et 49 ans, 42 % des victimes (même chiffre qu'en 2018) et celles de plus de 70 ans (26 % contre 31 % en 2018).

Cette étude spécifique des homicides recensés au sein du couple relève une progression des tentatives d'homicides au sein du couple, de 37 %, soit 73 victimes de plus qu'en 2018.

En Occitanie, le Gard est le deuxième département à enregistrer le plus de faits de violences conjugales avec un taux de 2,1 cas pour mille habitants.



Lors du premier confinement (mars 2020), qui a duré près de deux mois, le nombre d'interventions à domicile avait augmenté dans le département de 52 % avec 703 interventions des forces de l'ordre.

Depuis le début de l'année 2020, ce sont 1 162 faits de violences conjugales – dont 85 % en direction des femmes – qui ont été enregistrés " 23 % de ces faits l'ont été en zone gendarmerie et 7 % en zone police.

Dans les cas de violences au sein du couple, ces violences ont un réel impact sur la sphère familiale. En raison de la proximité de l'agresseur, la combinaison de plusieurs formes de violences (physique, psychologique, sexuelle, attitudes de contrôle...) et leur installation dans la durée, ont pour conséquence que la prise en charge des victimes ne s'adresse pas uniquement aux femmes. En effet, la stratégie du conjoint violent est d'isoler pour mieux exercer son emprise sur la victime. Dès lors la cohabitation forcée au sein du foyer nécessitée par le confinement devient un piège se refermant sur les femmes et les enfants qui se trouvent encore plus isolés et contraints au silence face aux violences qu'ils subissent.

L'étude nationale produite par la DAV (Délégation aux victimes) sur les morts violentes au sein du couple recensées sur une année civile, a permis d'identifier en 2019, que sur les 173 victimes 2019, 111 enfants sont devenus orphelins de père ou de mère ou des deux parents et 25 infanticides ont été commis.

Un véritable travail partenarial composé d'experts, réunissant Police, justice, services sociaux et médicaux, associations spécialisées et services municipaux autour de la prévention et de la lutte contre les violences faites aux femmes est indispensable pour renforcer le repérage, l'orientation et l'accompagnement des victimes.

Le lancement du Grenelle national des violences conjugales le 3 septembre 2019 a permis de fixer un cadre de politique commune.

La ville de Nîmes dispose d'un maillage d'acteurs importants mobilisés pour lutter contre les violences faites aux femmes et assurer la prise en charge des victimes :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)

Acteur de proximité attentif aux attentes et aux besoins de tous les habitants, le CCAS a différentes missions : il participe à l'instruction des dossiers de demande d'aide sociale. Il assure uniquement l'instruction administrative : accueil des demandeurs, aide à la constitution des dossiers, compilation et validation des pièces justificatives, transmission à l'autorité chargée de statuer sur la demande (le Conseil Départemental).

Afin de répondre au mieux aux attentes des victimes de violences conjugales, la question du logement est essentielle. Que les victimes choisissent de rester dans leur logement ou de le quitter, le logement est tout d'abord le lieu où s'exercent principalement les violences, et peut devenir lui-même un outil d'emprise pour l'auteur de ces violences (opposition à la vente, mise à la porte, dégradations, accumulation de dettes...).

Attentive à cette problématique, la Ville de NIMES dispose de la possibilité de proposer aux différents bailleurs sociaux des cas de femmes violentées à reloger en priorité mais aussi d'un parc immobilier destiné à accueillir les victimes : les Logements d'Extrême Urgence (LEU).

Logement d'Extrême Urgence : LEU

La Ville de Nîmes possède douze Logements d'Extrême Urgence (LEU), destinés à accueillir temporairement des publics sans résidence stable, qui s'inscrivent dans un projet de logement, dont la gestion est confiée à deux associations, l'ALG et l'ESPELIDO.

La demande d'entrée en LEU émane du CCAS ou d'un partenaire (service social territorial, association...) et fait l'objet d'une évaluation de la situation sociale du demandeur, réalisée par un des travailleurs sociaux du Pôle Interventions Sociales, en lien avec l'association gestionnaire.

Les logements d'urgence sont destinés à accueillir des femmes seules ou familles victimes de violences intrafamiliales domiciliées à Nîmes. Cet hébergement temporaire doit permettre de trouver une solution de mise à l'abri et permet d'engager un accompagnement social global prenant en compte l'ensemble des besoins (problèmes de santé, besoins sociaux ou culturels, difficultés d'insertion professionnelle) afin de permettre la définition d'un projet d'insertion par le logement.

Le dispositif destiné aux familles victimes de sinistre (incendie, dégât des eaux, inondation, péril...), privées momentanément de logement, peut être mis déclenché pour une mise à l'abri, après l'évaluation de la situation par les travailleurs sociaux du Pôle Interventions Sociales.

Rôle des bailleurs :

Les femmes qui entament un parcours de sortie des violences ont des statuts résidentiels divers. Elles sont propriétaires, locataires du secteur privé ou du secteur social, elles peuvent également être occupantes sans droit ni titre, hébergées ou sans abri. Même si la décision finale d'attribution de logement appartient aux organismes bailleurs au travers de leurs commissions d'attribution, les échanges entre la Ville de Nîmes et les bailleurs dans ce domaine qualifient le dossier prioritaire.

Le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF)

Composé d'un « réseau expert » sur les droits des femmes et des familles et sur l'égalité entre les femmes et les hommes, le CIDFF est un véritable outil de stratégie.

Labellisé, depuis 2017, « Service Spécialisé d'Aide aux Femmes Victimes de Violences Sexistes » (SAVS), label qui apporte la garantie d'un accueil et d'un accompagnement de qualité à toutes les femmes victimes de violences sexistes.

Chargé d'informer, orienter et accompagner un public, en priorité des femmes, dans les domaines de l'accès au droit, de la lutte contre les violences sexistes, du soutien de la parentalité, de l'emploi et de la formation professionnelle, le CIDFF dispose au sein de sa structure d'un service spécialisé d'aide aux femmes victimes de violences.

Le CIDFF propose un accueil de jour pour les femmes victimes de violences au sein du couple et leurs enfants, et met à leur disposition les compétences d'une équipe pluridisciplinaire (juriste-psychologue-conseillère emploi).

Pour l'année 2019, le CIDFF du Gard a informé 1 973 personnes sur des problématiques juridiques, répondu à 2 268 demandes liées au droit de la famille (union, rupture, famille et enfants) et 2 141 problématiques liées à la violence.

L'information juridique concerne majoritairement des femmes puisqu'en 2019 le CIDFF a renseigné 1 442 femmes.

La permanence téléphonique mise en place depuis 2013 auprès du Conseil d'Accès aux Droits du Tribunal de Grande Instance de Nîmes a reçu 458 appels, dont 278 étaient ceux de femmes.

Au total, 50 femmes ont bénéficié des services de l'accueil de jour pour mise en sécurité de documents, bagagerie, utilisation d'ordinateur ou imprimante, prise de repas et repos, jeux pour les enfants dans l'attente d'un hébergement d'urgence.

NIMES	2016	2017	2018	2019
ACCUEIL- ACCOMPAGNEMENT DE FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES	69	86	106	278 + 38,12 %
CONSULTATIONS JURIDIQUES (Droit Pénal-Droit de la Famille – Droit des Etrangers- Droit Européen- Droit International Privé)	899	1 512*	924	1 442 + 64 %
PERMANENCE TELEPHONIQUE AU CONSEIL D'ACCES AUX DROITS DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NIMES	-	-	128	278 + 46,04 %

En 2019, le CIDFF a réalisé 97 séances de sensibilisation de 2 heures à destination des élèves des classes de seconde ou de niveau équivalent, au sein des Centres de Formation des Apprenti(e)s et des Ecoles Régionales de la deuxième chance dans 16 établissements, soit 1 879 élèves rencontré(e)s ont pu bénéficier d'une intervention sur les thèmes des stéréotypes de genre, des violences sexistes et de la contraception animée par une juriste.

La faiblesse des ressources de certaines femmes, l'absence de réseau de solidarité familiale ou amicale et la difficulté à trouver rapidement des logements adaptés sont un obstacle crucial aux désirs des femmes d'échapper aux violences dont elles sont victimes. Face à ce constat, la mobilisation des acteur.rice.s du logement social envers les femmes victimes de violences est indispensable.

Le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)

Créé par la refondation du dispositif d'accueil et d'accès au logement et à l'hébergement, le SIAO constitue une organisation structurante sur le territoire de mise en réseau et de coordination de l'ensemble des acteurs de l'Accueil Hébergement Insertion.

➤ Les missions du SIAO :

Le SIAO rassemble ainsi les acteurs et les dispositifs d'accueil, d'information et d'orientation (115, accueil de jour...) et ceux des dispositifs d'hébergement et d'accès au logement (CHU, CHRS, logements adaptés, bailleurs sociaux...), par la mise en commun des places proposées et la réunion des acteurs dans des instances de concertation en vue de l'attribution des places et traitement des situations délicates.

Sur le département du Gard, le SIAO est un service unique qui gère conjointement les deux missions Urgence et Insertion. Sa gestion en a été confiée à la Croix-Rouge Française.

➤ Les missions de la Croix-Rouge :

La Ville de Nîmes a signé un bail emphytéotique avec la Croix-Rouge portant à 12 places d'hébergement d'urgence dédiées spécifiquement aux femmes victimes de violences, dont le terme est fixé au 3 avril 2038.

126 ménages représentant 248 personnes différentes ont été prises en charge au sein de cette structure, majoritairement dans un premier temps à l'hôtel avant une orientation vers les dispositifs dédiés.

Autre dispositif d'accueil des femmes violentées : les CHRS

➤ Les missions du CHRS :

Les Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), qui dépendent de l'Agence Régionale de Santé, ont pour mission d'assurer l'accueil, le logement, l'accompagnement et l'insertion sociale des personnes ou familles connaissant de graves difficultés en vue de les aider à accéder ou à recouvrer leur autonomie personnelle et sociale. Il s'agit notamment de victimes de violences, de personnes confrontées à l'alcoolisme et aux toxicomanies ou de personnes sortant de prison.

Actuellement 12 places d'hébergements d'urgence au CHRS Les Glycines (Armée du Salut) sont destinées aux femmes isolées avec enfants.

➤ Les missions de l'association ESPELIDO :

Chargée d'assurer l'accueil et l'hébergement d'extrême urgence, l'association dispose actuellement de 7 logements d'urgence et de 12 places d'urgence, qui ne sont pas exclusivement réservées aux victimes de violences conjugales. En effet, la priorité est donnée aux personnes locataires, ayant subi un sinistre, ou personne ayant un incident dans le parcours résidentiel.

Ces logements, propriété de la Ville, font l'objet de conventions partenariales entre la Ville de Nîmes, le CCAS et l'association ESPELIDO, pour mise à disposition de 4 logements : 2 types T2, 1 type T1 et 1 studio, convention renouvelée par avenant n°2, pour 6 ans, dont l'échéance est fixée au 31 mars 2026.

➤ Association pour le Logement du Gard (ALG) :

Cette association, à l'origine de la demande des pouvoirs publics à mobiliser le parc social et privé pour reloger les sinistrés des inondations de Nîmes notamment en garantissant le paiement des loyers et en avançant les dépôts de garantie auprès des bailleurs sociaux et privés, dispose de leviers pour accompagner les victimes dans leur démarche de logement.

Une convention de partenariat entre la Ville de Nîmes et le CCAS et l'Association pour le Logement du Gard (ALG) pour mise à disposition de 3 logements : 2 types T2, 1 type T3, dont l'échéance est fixée au 31 mars 2020, doit être renouvelée.

Le Téléphone Grave Danger (TGD)

Le téléphone portable d'alerte attribué par le Procureur de la République après évaluation du danger encouru par la femme victime de violences permet de garantir à la victime une intervention rapide des forces de sécurité, en cas de grave danger et donc avant la commission de nouveaux faits de violences.

Il existe 6 TGD sur le département du Gard, mutualisés entre le Parquet de Nîmes et Alès et l'association CIDFF. Au 31 décembre 2019, 3 Téléphones Grave Danger ont été affectés à des victimes.

A Nîmes, sur 6 évaluations effectuées, 5 ont débouché sur l'attribution d'un TGD, un seul renouvellement d'attribution a été demandé et accordé en 2019 pour une personne bénéficiaire depuis juillet 2018.

Le dispositif Référent Violences

Fin 2019, la Ville de Nîmes a pour projet de poursuivre sa politique de sensibilisation des violences faites aux femmes par la désignation d'un référent.

Conclusion :

Depuis le Grenelle des Violences Conjugales, clos le 25 novembre 2019, et malgré d'importants progrès pour faire reculer les violences faites aux femmes et mieux protéger les victimes, ces violences demeurent massives.

La persistance de ces violences est intolérable non seulement car elles bafouent les droits et la dignité des femmes, mais aussi car elles sont le premier obstacle à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et qu'elles génèrent de réels traumatismes intrafamiliaux. La lutte contre les violences faites aux femmes au sein de la cellule familiale constitue une priorité de la Stratégie Territoriale de Sécurité.

Pour favoriser une politique d'actions, la Direction de la Prévention de la Ville de Nîmes envisage de créer un poste de référente « Lutte contre les violences faites aux femmes et aide aux victimes » dès janvier 2020. Chargée de la mise en œuvre d'actions en lien avec le coordonnateur du CLSPD, cet agent devra s'assurer de la qualité et du développement du dispositif existant.

Enfin, en vue de favoriser une politique volontariste de lutte contre ce phénomène, une élue chargée du droit des femmes, à l'égalité, la lutte contre les discriminations et l'aide aux victimes a été nommée par le Maire de Nîmes.

L'AIDE AUX VICTIMES

LA MAISON DE JUSTICE ET DU DROIT

Les Maisons de Justice et du Droit (MJD) sont des établissements judiciaires résultant d'un partenariat entre le Ministère de la Justice et la collectivité locale. Elles assurent une présence judiciaire de proximité, concourent à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes et à l'accès au droit dans les quartiers sensibles.

La MJD de Nîmes a été délocalisée sur le site de Diderot mi-2020 avec toujours un agent de la Ville de Nîmes mis à disposition.

1- Activité

Greffier et agent	Année 2017	Année 2018	Année 2019
Accueil physique	2 253	2 391	2 295
Accueil téléphonique	4 111	4 265	2 223
TOTAL :	6 364	6 656	4 518

Intervenant à la MJD	Année 2018	Année 2019
Avocats	525	498
Défenseur des droits	137	116
Conciliateur de justice	193	188
Délégué du Procureur		
Mineurs	242	187
Majeurs	151	206
Médiation pénale	24	30
AGAVIP, aide aux victimes	9	17
Ecrivain public	13	0
Service d'écriture publique	27	0
TOTAL	1 321	1 242

2- Faits marquants

- Départ à la retraite du greffier (31 janvier 2019) et arrivée d'une greffière en remplacement (23 septembre 2019).
- Accueil physique et téléphonique partagé (Greffier et agent de justice), renseignements, informations et orientations des usagés.
- Pas de conseil de maison organisé en 2019 (par le Ministère de la Justice).

L'ASSOCIATION GARDOISE D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS PENALES ET DE MEDIATIONS

Créée en 1983, l'AGAVIP est l'association départementale d'aide aux victimes.

Elle a toujours été agréée par la Cour d'Appel de Nîmes. Elle a obtenu en août 2020 le nouvel agrément national des associations d'aide aux victimes du Ministère de la justice.

Depuis sa création, ses missions ont évolué. À ce jour, l'AGAVIP est l'association gardoise d'aide aux victimes d'infractions pénales (y compris les violences intra-familiales, notamment sur les femmes et les mineurs co-victimes), d'accidents collectifs, sériels, d'actes de terrorisme et de catastrophes naturelles.

Elle garantit à ces victimes, une aide, une écoute et un accompagnement pluridisciplinaire (juridique, psychologique et social).

Aussi, elle a été désignée par la Cour d'Appel de Nîmes comme l'association d'aide aux victimes du Comité Local d'aide aux Victimes (CLAV) collaborant à la mise en place et le développement du schéma départementale d'aide aux victimes (qui inclus les CLSPD du Gard).

En cas d'évènement collectif, elle sera chargée de la mise en place et de l'animation du Centre d'Accueil des Familles (CAF) des victimes.

Pour cela, l'AGAVIP a un référent accidents collectifs qui peut être mobilisé par la Préfecture ou le Ministère de la Justice en cas d'évènement collectif (accidents ou attentats). Et elle se déploie sur le terrain, si besoin, avec la Cellule d'Urgence Médico-psychologique (CUMP) du Gard.

En matière de lutte contre les violences conjugales:

L'AGAVIP est présente au CLAV « violences conjugales » et à la cellule de lutte contre les violences intra-familiales (COVIC-30) et travaille en partenariat avec les différentes associations spécialisées (CIDFF, LA CLEDE...) et les barreaux du Gard.

Son pôle aide aux victimes est chargé de réaliser, à la demande des Parquets de Nîmes et d'Alès, les entretiens d'évaluations approfondis des victimes de violences conjugales (EVVI) qui vont faire l'objet d'une poursuite pénale. Ainsi, les juristes et/ou la psychologue de l'AGAVIP informent en temps réel les magistrats de l'opportunité de prendre des mesures de protection victimes (comme l'attribution d'un dispositif de protection des victimes TGD ou Bracelet anti-rapprochement).

Depuis décembre 2020, l'AGAVIP est chargé de mettre en place et accompagner les victimes de violences conjugales bénéficiant du nouveau dispositif de protection BAR (Bracelet anti-rapprochement).

Six BAR sont disponibles dans le Gard (3 pour le TJ de Nîmes et 3 pour le TJ d'Alès). Toutefois, ce dispositif n'a pas de nombre limité concernant les unités. À ce jour, deux BAR (un par juridiction) sont déjà déployés.

En 2019, l'AGAVIP a reçu 2745 victimes d'infractions pénales et 483 usagers en accès aux droits, pour un total de 4123 entretiens.

LA TRANQUILLITE PUBLIQUE

On peut distinguer deux catégories d'actes : ceux qui sont qualifiés de crimes ou de délits constatés par la Police Nationale (étudiés dans les atteintes à la sécurité, cf. Section 1.1 Evolution de la délinquance) et ceux qui constituent des contraventions ou des actes d'incivilité : nuisances, dégradations, abandons de déchets, etc., qui sont pris en compte dans le présent chapitre.

Les atteintes à la tranquillité publique se produisent sur l'espace public (places, zones piétonnes) et plus particulièrement sur des territoires comme l'habitat (troubles de voisinage provoqués par des voisins ou par des regroupements aux abords de l'habitat), les transports en commun (problèmes de cohabitation dans un espace confiné).

Les abords de certains établissements scolaires peuvent constituer des espaces exposés à ces troubles : comportements des élèves qui ont été contenus dans la sphère scolaire, présence d'éléments extérieurs perturbateurs.

LES ATTEINTES CONSTATEES PAR LA POLICE MUNICIPALE

Les principales missions de la Police Municipale en lien avec la tranquillité publique sont :

- assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique ;
- constatation des infractions aux arrêtés de police du Maire et aux autres textes législatifs pour lesquels compétence leur est donnée ;
- îlotage de proximité (prévention, information...);
- enlèvement des véhicules en stationnement gênant,
- surveillance de stationnement ;
- gestion et surveillance des autorisations de circulation de véhicules en zone piétonne ;
- surveillance des foires et marchés ;
- surveillance des manifestations culturelles, sportives et évènementielles ;
- surveillance des bâtiments communaux et des habitations (OTV) ;
- sécurisations des entrées/sorties des écoles ;
- enregistrements des chiens de 1ère et 2ème catégorie.

Si la Police Municipale participe et concourt à la prévention de la délinquance par sa présence visible et active sur l'espace public, l'essentiel de son activité est consacré à la lutte contre les atteintes à la tranquillité publique.

Dans le tableau aux atteintes constatées par la Police Municipale, on peut observer :

- Une augmentation des interventions liées aux nuisances sonores ou tapages, entrant dans cette catégorie, les bruits de voisinage commis dans des lieux privés ou publics et qui par leur répétition, leur durée ou leur intensité portent atteinte à la tranquillité du voisinage et à la santé de la personne.
Le bruit est devenu un vrai problème de santé publique, portant atteinte à la qualité de vie quotidienne de nombreux habitants (fatigue, perturbation du sommeil, stress...).
- Une hausse des faits de vandalisme visant des dégradations de biens publics et privés portant atteinte à la tranquillité des habitants.
- Une baisse des faits d'incivilités et de jets de projectiles pour l'année 2019 par rapport à l'année 2018.

NATURE DES FAITS	2015	2016	2017	2018	2019
Nuisances sonores, tapages	1 092	1 536	1 378	1 175	1 341
Fermetures tardives	123	181	122	175	79
Incivilités	135	98	195	128	118
Jets de projectiles	25	51	36	63	28
Perturbateurs	551	503	543	610	663
SDF	700	523	329	181	227
Différents de voisinage	34	47	49	35	34
Dégradations de biens publics, privés	273	244	276	231	339
Dégradations de véhicules	65	72	73	92	82
Dégradations de biens autres que véhicules	9	9	6	9	7
Dégradations de mobilier urbain	53	42	72	69	46
TOTAL DES DEGRADATIONS	400	367	427	401	474

LA SITUATION DANS L'HABITAT SOCIAL

Impliqués dans les Groupes de Sécurité Territorialisés depuis leur création en 2003 dans le cadre du CLSPD, les bailleurs se sont dotés des moyens humains et techniques pour jouer leur rôle d'acteurs de partenaires de la tranquillité résidentielle et de la sécurité publique par les actions suivantes :

- Identification en leur sein de référent sécurité-tranquillité,
- Sensibilisation à la prévention situationnelle,
- Création d'outils de recueil des faits d'incivilités les plus récurrents,
- Présence humaine dans les espaces publics dans le cadre de la gestion urbaine de proximité.

HABITAT DU GARD

Leur parc est situé principalement dans les Quartiers Prioritaires pour la Ville (QPV) de Valdegour et Pissevin à l'ouest de la ville, Mas de Mingue et Chemin Bas d'Avignon à l'est, ainsi que dans le secteur Gambetta-Richelieu au centre-ville.

PATRIMOINE

SECTEUR	NOMBRE DE LOGEMENTS	NOMBRE DE GARAGES
NIMES CENTRE OUEST	1 209	611
NIMES CENTRE EST	1 062	541 parkings et garages dont 53 condamnés pour risques d'inondations
SECTEUR EST CHEMIN BAS	2 012	335 parkings et garages dont 83 condamnés pour vandalisme récurrents
SECTEUR EST MAS DE MINGUE	726	339 parkings et garages
SECTEUR OUEST PISSEVIN	1 580	1 488
SECTEUR OUEST VALDEGOUR	812	478
TOTAL NIMES	7 401	3 792

RECENSEMENT VANDALISME AGRESSIONS

	AGRESSIONS				VANDALISME	DEPOT DE PLAINTE
	SUR AGENTS		ENTRE LOCATAIRES		COÛT	DEGRADATIONS
	VERBALE	PHYSIQUE	VERBALE	PHYSIQUE		
2015	1		41	1	99 574,22 €	NC
2016	4		46	1	87 987,00 €	15
2017	9	2	173	1	118 023,02 €	12
2018	7		229	1	90 627,60 €	2
2019	5	3	153	1	72 891,31 €	36

TRAVAUX ET ACTIONS MIS EN PLACE LIES A LA SECURITE / SURETE

Agence Maison Carrée Saint-Césaire

- Mise en place de costières ventilées sur l'ensemble des accès en toitures des quartiers Valdegour et Pissevin (pose de 123 éléments) sécurisant ces espaces.
- Condamnation de la totalité des parkings souterrains de la place Jean Perrin sur le quartier Valdegour.
- Condamnation d'une partie des parkings souterrains de la Promenade Newton et de tous les garages non loués sur le quartier Valdegour.
- Condamnation d'une partie des parkings souterrains de la place Avogadro et de tous les garages non loués sur le quartier Valdegour.
- Condamnation d'une partie des parkings souterrains de la rue Bassano et de tous les garages non loués sur le quartier Pissevin.
- Condamnation complète du 2^e sous-sol et d'une partie des parkings souterrains de la Tour Watteau et de tous les garages non loués sur le quartier Pissevin.
- Condamnation de tous les garages non loués sur la place Raphael sur le quartier Pissevin.
- Condamnation de tous les garages non loués sur la place Fragonard sur le quartier Pissevin.
- Condamnation d'une partie des parkings souterrains du 5 Vivaldi et de tous les garages non loués sur le quartier Pissevin.
- Condamnation d'une partie des parkings souterrains de la place Millet et David et de tous les garages non loués sur le quartier Pissevin.

Force est de constater que cet ensemble de dispositions génère des problématiques de stationnement et circulation dans les quartiers sensibles et sur lesquels une action doit être menée.

- Sécurisation par badge des résidences suivantes :
 - Val Grézan – 52 rue Salomon Reinach
 - Les Orangers – 7 rue Nationale et 29 rue des Orangers
 - Les Oliviers – 1 et 3 place G de Nerval – 34 rue Lamartine et 891 et 911 rue H. Bergson
 - Le Flamande – 29 rue Flamande
 - Les Myrtes – 76 rue P. Sépard et 18 rue E. Daudet
- Pose systématique de porte sécurité sur les logements et bâtiments vidés en vue d'une démolition.
- Fermeture de la cage du 4, rue Malherbe par des grilles.
- Problème de radicalisation d'une locataire au sein de la résidence Frères Montgolfier qui sème la terreur.
- Remontées systématiques directement auprès de la brigade contact et lors des réunions GST.

GRAND DELTA HABITAT

PATRIMOINE

SECTEUR	NOMBRE DE LOGEMENTS
SECTEUR OUEST	135
SECTEUR EST	1 535
SECTEUR CENTRE	823
TOTAL NIMES	2 493

ANNEE 2017

Etiquettes de lignes	Agressions signalées sur résidents ou locaux GDH (physiques-verbales)	Dégradations (dont feux de poubelle et VL incendiés)	Faits inquiétants divers (coups de feu signalés, présence arme, tentatives...)	Regroupements signalés dans parties communes ou proximité	Squats (logement, cave, ancienne loge)	Suspensions de trafic	Troubles liés à l'environnement (garage sauvage, rodéo, déchets...)	Vols signalés chez résidents	TOTAL
TOTAL	8	35	3	6	1	7	4	1	65

Détails concernant les agressions (8) : Toutes les agressions ont été verbales (1 agression avec coup sur le véhicule) : 4 agressions sur locataire, 2 sur salariés GDH et 2 sur prestataires de service.

ANNEE 2018

Etiquettes de lignes	Agressions signalées sur résidents ou locaux GDH (physiques-verbales)	Dégradations (dont 3 feux de poubelle et 1 VL incendié)	Faits inquiétants divers (coups de feu signalés, présence arme, tentatives..)	Incendie dans cave ou logement	Regroupements signalés dans parties communes ou proximité	Suspensions de trafic	Troubles du voisinage	Troubles liés à l'environnement (garage sauvage, rodéo, déchets...)	TOTAL
TOTAL	3	18	8	1	13	3	3	3	52

Détails concernant les agressions (3) : Toutes les agressions ont été verbales : 2 agressions sur locataire, 1 sur salarié GDH.

ANNEE 2019

Etiquettes de lignes	Agressions signalées sur résidents ou locaux GDH (physiques-verbales)	Dégradations (dont XX feux de poubelles Et XX vl incendiés)	Faits inquiétant divers (coups de feu signalés, présence arme, tentatives ...)	Incendie dans cave ou logement	Regroupements signalés dans parties communes ou proximité	Suspensions de trafic	Troubles du voisinage	Troubles liés à l'environnement (garage sauvage, rodéo, déchets...)	TOTAL
TOTAL	2	12	9	4	14	7	1	2	51

Détails concernant les agressions (2) : 1 agression verbale contre salarié GDH, et 1 agression physique entre 2 locataires.

Difficultés rencontrées par le bailleur :

Elles se concentrent essentiellement sur les résidences du Clos d'Orville, Nemausus 1 et Thalès, et périodiquement quartier Richelieu.

TRAVAUX ET ACTIONS MIS EN PLACE LIES A LA SECURITE / SURETE

- Autorisation d'accès aux parties communes de nos résidences systématiquement donnée aux forces de l'ordre.
- Remontée des problèmes d'incivilité rencontrés sur le patrimoine via des fiches de signalement directement adressés aux partenaires sécurité. Contacts très fréquents avec les services de police.
- Création d'une adresse spécialement dédiée aux questions de sureté : dsl.preventionsecurite@granddelta.fr. Adresse librement transmissible aux forces de police pour l'envoi par exemple des réquisitions.
- Réparation rapide et systématique des dégradations effectuées sur notre patrimoine pour ne pas laisser le sentiment d'insécurité s'installer (Vitre cassée, tag...).
- CLOS ORVILLE : Déploiement de vidéosurveillance avec un accès des images à distance.
- Lorsqu'un locataire est condamné pour une infraction grave commise au sein de la résidence, étude de l'opportunité d'une procédure pour expulsion systématiquement faite par notre service juridique.
- Diverses actions adaptées au cas par cas. Par exemple : CLOS D'ORVILLE : réduction d'un hall afin de contrer les regroupements nocturnes. CLOS D'ORVILLE : Mise à disposition d'un local à une association afin de prévoir des animations (soutien scolaire et occupation de l'espace par le biais d'événements)...

ERILIA

PATRIMOINE

SECTEUR	NOMBRE DE LOGEMENTS
NIMES EST-OUEST-CENTRE	502
NIMES VALDEGOUR	508
TOTAL NIMES	1010

RECENSEMENT VANDALISME AGRESSIONS

	AGRESSIONS SUR AGENTS VERBALE ET PHYSIQUE	VANDALISME
2015		Electricité 25 000 TAG 71 000 Serrurerie 37 000 Vitres 6 000 Ascenseur Parking 19 000 Total : 158 000
2016		Electricité 11 000 TAG 40 000 Serrurerie 20 000 Vitres 5 200 Ascenseur Parking 20 000 Total : 96 200
2017		Electricité 15 000 TAG 21 000 Serrurerie 19 200 Vitres 4 000 Ascenseur Parking 21 000 Total : 80 200
2018	1 sans ITT sur agent de recouvrement (plainte déposée)	Electricité Tag Serrurerie Vitres Ascenseurs TOTAL 80 000
2019	1 sans ITT sur gestionnaire (plainte déposée)	Electricité Tag Serrurerie Vitres Ascenseurs TOTAL 68 000

TRAVAUX ET ACTIONS MIS EN PLACE LIES A LA SECURITE / SURETE

Résidentialisation de la place Archimède (+ création de place de parkings) à Valdegour (système d'accès VIGIK).
La place Archimède concerne 80 locataires.

Problématiques en exergue : Squat des garages et point de deal place Pythagore ; mécanique sauvage garages du Levraut ; vandalisme et squat sous station Galilée.

CDC HABITAT SOCIAL PATRIMOINE

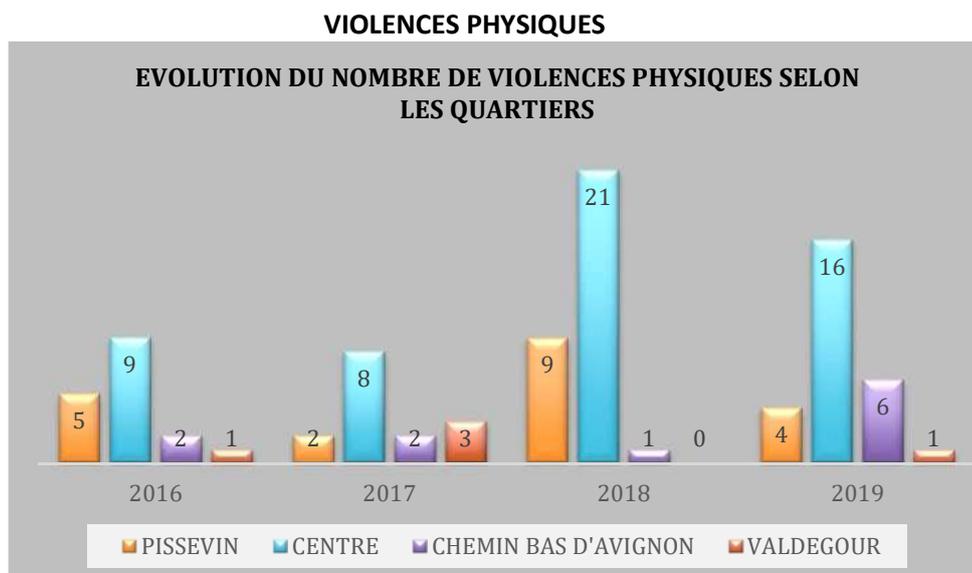
OUEST		CENTRE	EST		
PISSEVIN	VACQUEROLLES		MAS DE MINGUE	CLOS D'ORVILLE	MAS DE VILLE
Le Goya	Le Puech	Le Grand Talabot	Le Floressence	Le Clos d'Orville 2	Le Mas de Ville
93 logements	158 logements	46 logements	28 logements	6 logements	32 logements
363 logements					

Difficultés rencontrées : Résidence Le Puech, quartier Vacquerolles : Regroupements, occupations illicites avec trafic et usage de stupéfiants, intrusions logements vacants, rodéos.

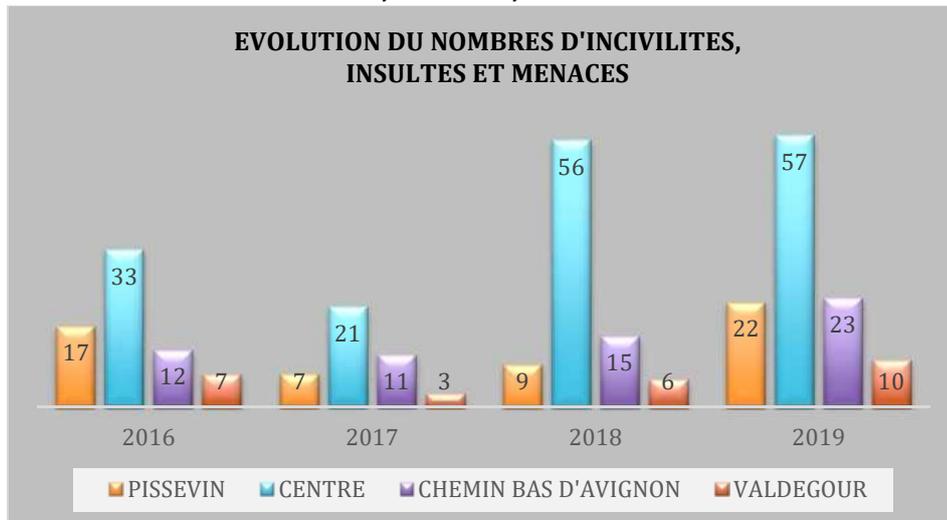
Décès du fils d'un de nos locataires victime de balles tirées par arme à feu, certainement lié au trafic de drogue.
La rétrocession des voiries auprès de la Ville est en cours d'instruction.

LA SITUATION DANS LES TRANSPORTS

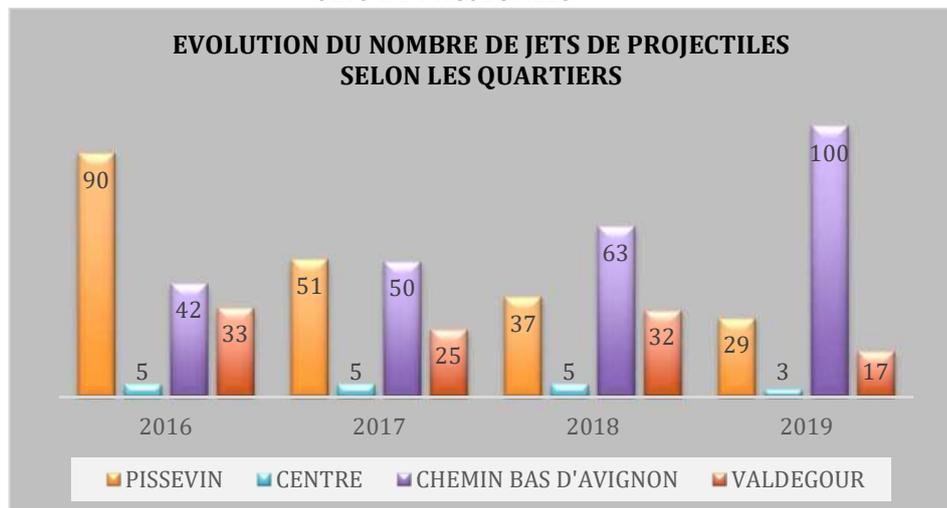
A Nîmes, les transports en commun routiers de compétence communautaire sont assurés par la société TANGO du réseau Transdev, qui a remplacé Keolis en 2019.



INCIVILITES, INSULTES, MENACES



JETS DE PROJECTILES



PERTURBATIONS D'EXPLOITATION



Après deux années de baisse consécutive, les faits recensés en 2018 et tous faits confondus enregistrent une hausse marquée de l'ordre de 59 % par rapport à 2017.

A noter que 66 % des faits recensés pour l'année 2018 surviennent sur la ligne 3 (Chemin Bas d'Avignon - Valdegour) et sur la ligne 2 (Citadelle- Carrémeau, avec passage à Pissevin).

Les jets de projectiles sur les bus, synonyme du rejet de l'autorité et d'une volonté de marginaliser un territoire, restent des faits à l'apanage des mineurs, la plus grosse partie des faits recensés étant commise par cette catégorie de population.

Si, globalement, on observe une stabilisation des jets de projectiles en 2018 (137 faits recensés), l'évolution est différente selon les secteurs :

Quartier de Pissevin : après deux années 2015 et 2016 marquées par une forte augmentation du nombre de jets de projectiles sur les bus de transports, 2017 et 2018 affichent une tendance à la baisse.

Quartier de Valdegour : après une baisse observée en 2016 et 2017, on constate une augmentation des faits recensés en 2018, ce qui a nécessité la mise en place d'une déviation au niveau de la place Galilée.

Quartiers Chemin Bas - Mas de Mingue : depuis 2015, si une certaine stabilité a pu être observée, on notera en 2018 et 2019 une progression des jets de projectiles sur le secteur du Chemin Bas d'Avignon.

Il est à noter que les chauffeurs ont fait valoir leur droit de retrait à plusieurs reprises durant l'année 2019. De fait, les usagers de certains quartiers en sont pénalisés, créant un sentiment d'abandon.

ACTIONS ENTREPRISES PAR TANGO

- Rencontres citoyennes
- Action Citoyenne en partenariat avec le CLJ
- Débat pédagogique
- Opérations citoyennes
- Informations dans les collèges

LA POLITIQUE SECURITE DU CENTRE HOSPITALIER

Le Centre Hospitalier Universitaire de Carrémeau a mis en place en 2008 un plan de prévention ayant pour objectif de mettre en place une organisation interne aux fins d'assurer la sécurité des biens et des personnes au sein de l'établissement.

Depuis 2012, le centre hospitalier a intégré le Groupe de Sécurité Territorialisé secteur Ouest.

➤ LES MOYENS :

L'effectif du service de sécurité de l'établissement regroupe 30 agents de sûreté (agents de la fonction hospitalière) qui ont reçu une formation spécifique aux techniques adaptées à l'intervention en milieu hospitalier.

En 2004 a été mis en place un dispositif de vidéo-protection qui compte aujourd'hui 105 caméras déployées sur le site de l'Hôpital, le PC vidéo-protection disposant d'un opérateur présent H24 et 7j /7 j et de 2 opérateurs présents en journée.

Certains services (urgences- psychiatrie) sont dotés d'un dispositif d'alerte particulier permettant de bénéficier d'une intervention rapide des agents de sûreté.

➤ LES MISSIONS :

Prévenir et traiter les actes de violences et d'incivilités au sein de l'établissement (visiteurs indécents- patients perturbateurs et agités) et améliorer la sécurité des biens (prévention des vols dans les chambres de patients, dans les vestiaires des personnels ou les véhicules stationnés sur les parkings).

➤ QUELQUES CHIFFRES:

	2017	2018	2019
Nombre d'interventions	853	875	825
Nombre interpellations	14	8	11
Nombre plaintes déposées	71	31	34
Nombres armes blanches saisies	75	62	57
Nombre vols commis	26	37	33

LES DISPOSITIFS PARTENARIAUX

LE CONSEIL LOCAL DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE (CLSPD)

Le CLSPD, installé depuis de nombreuses années, est la clé de voûte des dispositifs partenariaux de sécurité et de prévention de la délinquance.

C'est l'instance reconnue d'un partenariat opérationnel qui se concrétise dans la tenue régulière du Conseil Plénier, du Conseil Restreint et des groupes de travail *ad hoc*.

Les 3 Groupes Territorialisés de Sécurité (Est, Centre, Ouest) se réunissent chacun une fois par trimestre. Les groupes thématiques « Bailleurs sociaux », « Education Nationale » « Commerce » se tiennent à la même fréquence, d'une réunion par semestre.

Le travail partenarial institué au sein des groupes de travail et dont l'efficacité est reconnue par l'ensemble des acteurs intervenants en matière de sécurité et de prévention n'est possible que grâce à un engagement total des partenaires mobilisés, chacun dans leur domaine de compétence.

Cette efficacité soulignée réside également dans :

- La capacité de chacun de se mobiliser collectivement autour d'enjeux partagés, et ce dans le respect des champs de compétence. Les réunions organisées dans le cadre des Groupes de Sécurité Territorialisés ou Thématiques sont la preuve que la valeur ajoutée du CLSPD est de constituer un outil opérationnel au service d'une stratégie de sécurité partagée par tous les membres des groupes constitués, la finalité étant d'apporter une réponse rapide et adaptée à une problématique sécuritaire.
- Le suivi régulier des lignes d'actions menées (tableaux de suivi GST).
- Le partage des avancées et des expérimentations entre tous les acteurs mobilisés par le CLSPD, pour *in fine* à une mutualisation des savoir-faire au bénéfice de chacun.
- A la capacité à réinterroger annuellement l'orientation des lignes d'actions pour une stratégie fine et adaptée aux enjeux de la tranquillité publique.

Suite au départ à la retraite du coordonnateur du CLSPD en décembre 2019, il a été remplacé en septembre 2020.

LE CENTRE LOISIRS JEUNESSE DE NIMES DE LA POLICE NATIONALE (CLJ)

Le CLJ est un service de prévention de la Police Nationale de Nîmes, mis en place au mois de mai 1994, sous la forme d'une association loi 1901, déclarée en Préfecture.

L'objectif du CLJ est le rapprochement Police-population et prévenir la délinquance juvénile en proposant aux jeunes des actions de prévention ainsi que des activités culturelles, éducatives, sportives, citoyennes et ludiques.

Les actions de prévention sont organisées pendant les vacances scolaires et le mercredi après-midi auprès des jeunes inscrits. Les thématiques portent sur la prévention contre les dangers de la drogue, la prévention sur le harcèlement et cyber-harcèlement, l'initiation aux gestes qui sauvent, la prévention routière, la prévention contre les formes de racisme et de discrimination, les actions citoyennes.

Le CLJ, en partenariat avec l'Education Nationale, intervient également tout au long de l'année auprès des collégiens et lycéens du département afin de mener des actions de prévention sur les accidents de la circulation liés à la consommation de drogue, les jeux dangereux, les dangers d'Internet...

Le CLJ bénéficie de subventions versées par la Ville de Nîmes d'un montant de 14 400 € annuels. De plus, il dispose de deux agents municipaux de la Prévention routière qui sont mis à disposition à tour de rôle les mercredis après-midis et également lors des vacances scolaires.

Tableau représentant le nombre de jeunes inscrits aux actions du CLJ

	Accueil collectif de Mineurs	Mesures de Responsabilisation	Minimes de la République
Année 2018-2019	44	34	30
Année 2019-2020	51	24	16
Année 2020-2021	32	42 Prévus	32 Prévus

L'accueil collectif de mineurs se déroule le mercredi après-midi et pendant les vacances scolaires : mise en place d'activités de loisirs, sportives, culturelles et citoyennes pour les enfants de 10 ans à 17 ans.

Le programme « Mesures de Responsabilisation » propose mettre en œuvre des mesures en responsabilisation, alternatives à l'exclusion du système scolaire, conformément au contenu d'une convention individuelle signée entre le CLJ, l'Etablissement scolaire, le parent ou tuteur responsable et l'enfant.

Le programme « Minimes de la République » permet de contribuer au renforcement de l'action de prévention policière dédiées aux jeunes Nîmois et plus particulièrement ceux des quartiers dits sensibles, par la mise en œuvre d'activités civiques et éducatives.

On constate une baisse sur l'année scolaire 2019-2020 due au confinement survenu en début d'année qui a occasionné l'interruption du programme des Minimes de la République et des Mesures de Responsabilisation.

TRAVAIL D'INTERET GENERAL (TIG)

Institué par la loi du 10 juin 1983, le TIG est une peine alternative à l'incarcération qui consiste en un travail non rémunéré au sein d'une association, d'une collectivité publique (Etat, région, département, commune), d'un établissement public (hôpital, établissement scolaire...) ou d'une personne morale de droit privé, chargée d'une mission de service public.

Le TIG vise plusieurs objectifs :

- Sanctionner : Le tribunal apporte une réponse à l'infraction commise, substituant aux courtes peines d'emprisonnement une sanction individualisée, resocialisant et efficace pour lutter contre la récidive.
- Réparer : La personne condamnée effectue un travail sans rémunération dans l'intérêt collectif. Elle répare le tort commis à la communauté et restaure le lien de confiance.

- Insérer : Le TIG favorise l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, notamment des plus jeunes qui découvrent une activité professionnelle ou solidaire.
- Prévenir : Le TIG est une réponse efficace pour prévenir la récidive et contribue à la sécurité de tous.
- Socialiser : Le TIG est la seule peine qui implique directement la société civile, il favorise le lien social.

Les personnes concernées par le TIG peuvent être des majeurs ou des mineurs. La durée du TIG est de 20 à 400 heures.

La Ville de Nîmes, par délibération du 16 novembre 2013, a créé deux postes de TIG mineurs au sein du pôle éducation prévention routière de la Direction de la Prévention de la Ville.

Par délibération du 28 septembre 2019, la Ville a créé 5 postes de TIG majeurs supplémentaires portant à 15 le nombre de postes de TIG majeurs au sein de la collectivité (2 postes dans les Musées, 5 postes à la Direction Cadre de Vie, 1 poste au service des Festivités Logistiques, 2 postes au service Intervention Proximité, 5 postes à la Direction des Sports).

	2018	2019	2020
Nombre de placements	2	10	23
Nombre d'heures	165	1070	2071

LA RENOVATION URBAINE

L'agglomération nîmoise est concernée par le Nouveau Projet National de Rénovation Urbaine qui porte sur trois quartiers :

- Pissevin - Valdegour (Ouest)
- Chemin Bas - Clos d'Orville (Est)
- Mas de Mingue (Est)

Les trois quartiers retenus font partie des secteurs dits sensibles de la ville de Nîmes et leur image fortement dégradée contribue à la stigmatisation de ces quartiers et de sa population.

Ces quartiers se caractérisent d'ailleurs par une population affichant un revenu fiscal moyen très faible, un fort taux de chômage et par une proportion importante de logements sociaux, qui les conforte dans leur image de zone urbaine sensible.

Ces opérations de rénovation urbaine étalées sur plusieurs années visent à recomposer ces quartiers en valorisant leur attractivité et à apporter des conditions d'une meilleure qualité de vie.

Plusieurs opérations de rénovation sont déjà programmées, voire entamées :

Sur le secteur Ouest :

- Démolition des tours Avogadro (94 logements) et Perrin (101 logements) ;
- Construction d'un centre médico-social et d'une maison des services ;
- Démolition Angloros et transferts des commerces de la Galerie Richard Wagner.

Sur le secteur Est :

- Démolition des immeubles Jean Moulin (40 logements) et Bruguier (50 logements)

La mise en service de la phase 1 de la ligne T2 (CHU – Gare Centrale) a complété la desserte en transports en commun au sein des quartiers Ouest, améliorant leur accessibilité et facilitant la mobilité de leurs habitants.

Les travaux de la phase 2 de la ligne T2 (Gare centrale – SMAC Paloma) est en cours de projet.

Une fois achevée dans sa totalité, la ligne T2 sera plus fonctionnelle en termes d'aménagements urbains avec des reprises urbanistiques de façade à façade sur certains secteurs justifiant des aménagements pour permettre de redynamiser certains quartiers.

LES OBJECTIFS PRIORITAIRES

Le diagnostic réalisé conduit à devoir rédiger la future Stratégie Territoriale autour des 4 axes dictés par la Stratégie Nationale de Prévention de la Délinquance :

Axe 1 : Les jeunes : Agir plus tôt et aller plus loin dans la Prévention ;

Axe 2 : Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger ;

Axe 3 : La population, nouvel acteur de la Prévention de la délinquance ;

Axe 4 : Le territoire : vers une nouvelle gouvernance renouvelée et efficace.

La lutte contre les violences conjugales demeurera une priorité pour la Ville de Nîmes afin de lutter contre les violences physiques et/ou sexuelles au sein du couple ; des scènes traumatisantes auxquelles assistent bien souvent les enfants, eux-mêmes victimes de ces brutalités.

En matière de prévention de la délinquance des jeunes, il conviendra d'agir dès lors qu'apparaissent les premiers signes de rupture, notamment l'absentéisme et le décrochage scolaire, et de mettre en place des actions de remobilisation pour tenter de prévenir le basculement dans la délinquance.

La prévention de la récidive est un enjeu de prévention de la délinquance ; il sera envisagé de développer des mesures alternatives à l'incarcération auprès des services de la ville.

Concernant la tranquillité publique, qui correspond à une forte attente des habitants, fera l'objet d'un renforcement d'actions coordonnées des différents services liés à la sécurité et au cadre de vie.

Les axes de travail seront déclinés en fiches action dans la nouvelle Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Sécurité établie pour la période 2021-2024.

OBJECTIFS ACTIONS

PREAMBULE

L'évolution de la délinquance locale nous conduit à adapter la politique de sécurité de la commune ainsi qu'à la stratégie nationale de sécurité et de prévention de la délinquance.

Les fiches actions de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance 2021-2024 sont donc déclinées selon les 4 axes de la stratégie nationale de sécurité et de prévention de la délinquance

- 1- Les jeunes : Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention
- 2- Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger
- 3- La population, nouvel acteur de la prévention de la délinquance
- 4- Le territoire, vers une gouvernance renouvelée et efficace.

La Ville de Nîmes souhaite entre autre accentuer son action sur les violences faites aux femmes et l'aide aux victimes, mais aussi réorienter et développer le secteur de la médiation, accentuer son action envers les plus jeunes et lancer la création d'un hyperviseur.

AXE 1 Les jeunes : Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention

Fiche action 1 Sensibilisation par les policiers municipaux des élèves de CM1 / CM2 à la prévention routière et à l'utilisation du numérique

Fiche action 2 Lutter contre l'absentéisme

Fiche action 3 Consolider les actions de prévention du CLJ

Fiche action 4 Consolider les actions dites « chantiers éducatifs »

Fiche action 5 Désigner un référent de parcours

Fiche action 6 Développer les TIG Mineurs

Fiche action 7 Développer des rencontres de médiations

Fiche action 8 Evolution du pôle Proximité (médiateurs)

AXE 2 Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger

Fiche action 9 Mettre en place le groupe de travail « violences faites aux femmes et aide aux victimes »

Fiche action 10 Prévention des seniors

Fiche action 11 Financement intervenants sociaux dans les commissariats

Fiche action 12 Consolider la Maison de Justice et du Droit

Fiche action 13 Mettre en place des actions de sensibilisation et de formation du personnel municipal afin d'accueillir les personnes victimes de violences conjugales

Fiche action 14 Lutter contre le harcèlement de rue

AXE 3 La population, nouvel acteur de la prévention de la délinquance

Fiche action 15 Développer la participation citoyenne

Fiche action 16 Etendre le partenariat avec les comités de quartiers

Fiche action 17 Organiser des marches exploratoires de sécurité

Fiche action 18 Développer la promotion du dispositif de tranquillité absence

Fiche action 19 Créer un lien police municipale-population

Fiche action 20 Développement de l'application ville de Nîmes pour signaler les incivilités

AXE 4 Le territoire vers une gouvernance renouvelée et efficace

Fiche action 21 Développer le champ de compétence des rappels à l'ordre

Fiche action 22 Développer le CIUVP et augmenter le nombre de caméras

Fiche action 23 Solliciter le soutien financier du FIPD afin de créer des actions communales

Fiche action 24 Développer les postes de TIG Majeurs

Fiche action 25 Lutter contre les nouveaux phénomènes dangereux et d'addiction

Fiche action 26 Création d'un hyperviseur urbain

Fiche action 27 Lutter contre les rodéos urbains

Fiche action 28 Mise en place du CLSPD restreint radicalisme

Fiche action 29 Cartographie de la délinquance



Fiche Action 1	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 1 : Les jeunes : Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention.
-------------------	---

Objet	Sensibilisation par les policiers municipaux des élèves de CM1 / CM2 sur la prévention routière et à l'utilisation du numérique.
Constat	Dans un des départements les plus accidentogènes de France au moment où l'on met en service des modes de transport propres en encourageant l'usage du vélo, et avec la montée en puissance de l'usage des trottinettes électriques et autres moyens de transport à moteur de type gyropodes, il est indispensable de renforcer l'éducation routière des plus jeunes. Dans un autre domaine, il est utile de dispenser les règles de bon usage du numérique et des réseaux sociaux.
Objectifs	Développer les actions de formation à l'éducation routière dans les écoles élémentaires de la ville (piste routière et intervention dans les écoles pour obtenir l'APER), et y adjoindre un volet sur l'usage et les dangers du numérique en visant notamment le harcèlement, la e-réputation, et en mettant en garde sur les dangers et les conséquences de l'utilisation des réseaux sociaux.
Contenu de l'action	Les Policiers municipaux en uniforme appartenant au groupe en charge de la prévention routière poursuivront leurs interventions auprès des élèves de CM1/CM2, et complèteront cette action en y ajoutant un volet sur les dangers du numérique.
Public visé	Écoliers CM1 et CM2.
Pilote	Ville de Nîmes pôle Education Prévention routière.
Partenaires	Education Nationale - Direction de l'Education Ville de Nîmes.
Indicateurs d'évaluation	Nombre d'élèves sensibilisés.



Fiche Action 2	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 1 : Les jeunes : Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention.
-------------------	--

Objet	Lutter contre l'absentéisme.
Constat	<p>L'absentéisme scolaire est en progression constante année après année ; présent dans le second degré et en particulier en lycée professionnel, il a fait son apparition dans le premier degré et a tendance à se développer de manière importante, ce qui induit une certaine responsabilité des parents.</p> <p>L'absentéisme scolaire pour ses formes les plus graves peut faire l'objet de poursuites judiciaires qui surviennent dans un temps éloigné des premiers incidents.</p> <p>Il apparaît nécessaire de lutter contre ce fléau, dès son apparition au moment des premières absences non justifiées.</p>
Objectifs	Lutter contre l'absentéisme scolaire dès que les absences injustifiées apparaissent afin de les faire cesser rapidement de manière à pouvoir éviter le redoublement, le décrochage scolaire, la délinquance et ce en procédant à un rappel à l'ordre de l'enfant et de ses parents.
Contenu de l'action	Comme le prévoit la loi l'Education Nationale avise le parquet de Nîmes des situations d'absentéisme qui pourront être traitées par le dispositif de rappel à l'ordre du Conseil des Droits et Devoirs des Familles. Le rappel à l'ordre s'effectuera en présence obligatoire des membres de la Direction Académique Départementale et en présence de l'autorité parentale.
Public visé	Écoliers, collégiens, lycéens.
Pilote	Procureur de la République.
Partenaires	Education Nationale et Ville de Nîmes - Direction de la Prévention - Coordonnateur CDDF – Contrat de Ville – Conseil Départemental.
Indicateurs d'évaluation	Nombre de rappels à l'ordre sur cette problématique. Indicateurs sur l'absentéisme.



Fiche Action 3	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 1 : Les jeunes : Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention.
-------------------	--

Objet	Consolider les actions de prévention du Centre de Loisirs Jeunesse.
Constat	<p>Le CLJ est un service de prévention de la Police Nationale de Nîmes, mis en place au mois de mai 1994, sous la forme d'une association loi 1901, déclarée en préfecture.</p> <p>Lien Ville de Nîmes : Le CLJ bénéficie de subventions et dispose de deux agents municipaux du secteur éducation prévention routière qui sont mis à disposition à tour de rôle les mercredis après-midis et également lors des vacances scolaires.</p>
Objectifs	L'objectif du CLJ est le rapprochement police-population et prévenir la délinquance juvénile en proposant aux jeunes des actions de prévention ainsi que des activités culturelles, éducatives, sportives, citoyennes et ludiques.
Contenu de l'action	<p>Développer</p> <p><u>les actions de citoyenneté</u> par l'accueil des mineurs,</p> <p><u>les mesures de responsabilisation</u> alternatives à l'exclusion du système scolaire conformément au contenu d'une convention individuelle signée entre le CLJ l'établissement scolaire et le parent ou tuteur,</p> <p><u>les minimes de la République</u> action qui permet de contribuer au renforcement de la prévention policière dédié aux jeunes par la mise en place en œuvre d'activités civiques et éducatives.</p>
Public visé	Les jeunes mineurs.
Pilote	Centre Loisirs Jeunesse de la Police Nationale.
Partenaires	DDSP - Membres du CLSPD – Ville de Nîmes- Tango- EMAS – Contrat de Ville.
Indicateurs d'évaluation	Nombre de jeunes accueillis.



Fiche Action 4	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 1 : Les jeunes : Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention.
-------------------	--

Objet	Consolider les actions dites « chantiers éducatifs ».
Constat	Nombre de jeunes dans les quartiers prioritaires sont en difficultés d'insertion professionnelles par manque de formation et par le cumul de différents freins à l'emploi (absence de qualification, addictions, problèmes administratifs, suivi judiciaire, etc..) ces jeunes qui se regroupent sur l'espace public sont vecteur d'un sentiment d'insécurité.
Objectifs	Le chantier éducatif est un outil de remobilisation sociale. Il s'agit de développer des activités de production de biens ou de services, réalisées par des jeunes en grande difficulté en matière d'insertion sociale et professionnelle. Ce contrat rémunéré au SMIC permettra aux jeunes de financer un projet (permis, BSR, besoin personnel, apport pour un véhicule, bafa, etc).
Contenu de l'action	Mise en place de chantiers éducatifs par l'Association Départementale de Prévention Spécialisée (ADPS) et par AIDAR Présence 30.
Public visé	Jeunes résidant les quartiers prioritaires de 16 à 25 ans et connaissant des difficultés d'intégration sociale et / ou professionnelle.
Pilote	ADPS et AIDAR Présence 30.
Partenaires	Ville de Nîmes – Préfecture - Conseil Départemental - Nîmes Métropole.
Indicateurs d'évaluation	Nombre de chantiers mis en place, nombre de jeunes en chantier évaluation individuelle des jeunes réalisée par les structures porteuses.



Fiche Action 5	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE <i>Axe 1 : Les jeunes : Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention.</i>
-------------------	---

Objet	Désigner un référent de parcours.
Constat	Bien souvent à l'issue d'une incarcération, ou à la fin d'un suivi éducatif, le jeune peut se retrouver à nouveau livré à lui-même et en grand danger de dériver vers la délinquance. Il s'agit ici de créer un nouvel interlocuteur pour le jeune, un référent de parcours au sein même du CLSPD, et ce dans le cadre de la mise en place d'une politique de prévention sociale individualisée. Ce référent de parcours devra avoir une formation spécialisée d'intervention auprès des jeunes de type éducateur, travailleur social, animateur.
Objectifs	À partir des travaux des groupes thématiques du CLSPD, et particulièrement dans le cadre des réunions I-T-J Est et Ouest, il conviendra d'identifier les jeunes les plus exposés à la délinquance ou au risque de récidive, et qui pourront faire l'objet d'une prise en charge par le référent de parcours dont la mission essentielle consistera à renforcer l'adhésion et la motivation du jeune, en nouant et maintenant le contact avec lui et en coordonnant les actions à mettre en œuvre autour de lui.
Contenu de l'action	Contact et suivi avec le jeune et sa famille. Recherches de formation et d'activités pour le jeune.
Public visé	Mineurs.
Pilote	Direction de la Prévention Ville de Nîmes - Coordonnateur CLSPD et référent de parcours - PJJ
Partenaires	Procureur de la République – DDSP.
Indicateurs d'évaluation	Nombre de jeunes suivis.



Fiche Action 6	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE <i>Axe 1 : Les jeunes : Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention.</i>
-------------------	---

Objet	Développer les TIG mineurs.
Constat	<p>Le travail d'Intérêt Général est une peine alternative à l'incarcération (création de la loi du 10 juin 1983), prononcée soit par le Tribunal pour Enfants, soit par un Tribunal correctionnel ou par un Tribunal de police en répression d'un délit ou d'une contravention.</p> <p>Elle consiste pour le condamné mineur à effectuer un travail non rémunéré au profit de la collectivité, d'une durée n'excédant pas 400 heures, dans un délai de 12 mois au plus.</p> <p>Il permet de réprimer la délinquance des mineurs, en évitant les effets désocialisant de l'incarcération.</p> <p>Le recours au Travail d'Intérêt Général est l'occasion pour l'organisme d'accueil de contribuer positivement à l'action de justice.</p> <p>Par délibération du 16 novembre 2013, la Ville de Nîmes a créé deux postes au sein du pôle éducation routière de la Direction de la Prévention pour accueillir les tigestes mineurs.</p>
Objectifs	Optimiser et développer l'accueil des tigestes mineurs au sein de la collectivité.
Contenu de l'action	<p>Consolider le partenariat avec la PJJ via l'agence TIG.</p> <p>Formation des tuteurs.</p> <p>Mise en place d'une coordination efficace entre la commune, le SPIP et la PJJ.</p>
Public visé	Personnes mineurs condamnées à une mesure de travail d'intérêt général.
Pilote	PJJ.
Partenaires	Ville de Nîmes - Procureur de la République - Référent territorial du TIG (RT TIG).
Indicateurs d'évaluation	Nombres d'heures TIG effectuées par des mineurs.



Fiche Action 7	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 1 : Les jeunes : Agir plus tôt et aller plus loin dans la prévention.
-------------------	--

Objet	Développer des rencontres de médiations.
Constat	Il apparaît pertinent de développer des rencontres qui promeuvent l'appartenance à une communauté plus large que le groupe de pairs, le rapport à l'altérité, l'intérêt général face aux intérêts particuliers, le lien avec les institutions.
Objectifs	Développer des rencontres de médiation afin de : - Lutter contre le recours à la violence et des actes d'incivilités par le dialogue. - Développer la prise de conscience des jeunes sur les comportements à risque. - Promouvoir le lien avec les institutions.
Contenu de l'action	Mise en place de rencontres avec les institutions une fois par an au sein des centres sociaux de chaque quartier sensible de la Ville (Mas de Mingue – Chemin bas d'Avignon – Pissevin – Valdegour). Développer des actions mettant en relation les mineurs et les institutions dans un cadre éducatif et de prévention (mise en place d'expositions, d'ateliers pédagogiques en expliquant le rôle de chaque institution, promouvoir le dialogue).
Public visé	Cycle 3 Elèves de classe de CM1 / CM2/ 6 ^{ème} .
Pilote	Direction de la Prévention Ville de Nîmes.
Partenaires	Préfecture (Délégués du Préfet) - animateurs sportifs – Médiateurs – éducateurs Spécialisés – DDSP – Police Municipale – CLJ – SDIS – Médecins – PJJ – TANGO.
Indicateurs d'évaluation	Nombre de mineurs participant aux rencontres.



Fiche Action 8	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 1 Agir plus tôt et aller plus loin dans la Prévention:
-------------------	---

Objet	Evolution du pôle Proximité (Médiateurs).
Constat	L'évolution de la délinquance (public plus jeune) nous amène à faire évoluer le secteur de la médiation.
Objectifs	Faire baisser la délinquance de voie publique due aux jeunes désœuvrés, livrés à eux-mêmes et tentés de basculer dans la délinquance, trafics, incivilités (caillassages, ...) et dérives sectaires. Il s'agit d'éviter que les jeunes restent seuls.
Contenu de l'action	Réorienter et développer le secteur de la médiation, par exemple en le renforçant par des personnels formés à la médiation sportive afin d'aller au contact des jeunes des secteurs sensibles pour leur proposer des activités sportives et encadrées. Le cas échéant effectuer un suivi personnalisé des jeunes.
Public visé	Jeunes exposés à la délinquance.
Pilote	Ville de Nîmes – Direction de la Prévention - Pôle Proximité.
Partenaires	Directions opérationnelles de la ville (sports, centres sociaux), CLJ, associations.
Indicateurs d'évaluation	Nombre de jeunes suivis par les médiateurs.



Fiche Action 9	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 2 : Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger
-------------------	---

Objet	Mettre en place le groupe de travail « violences faites aux femmes et l'aide aux victimes » via le CLSPD.
Constat	<p>La lutte contre les violences faites aux femmes est une priorité nationale que la Ville de Nîmes a décidé de prendre en compte au niveau communal au sein notamment du C.L.S.P.D.</p> <p>Si des femmes sont repérées et aidées grâce aux professionnels, il est apparu un manque réel de réflexion collective des institutions et associations autour de cette problématique très présente dans le quotidien de nombreux professionnels.</p> <p>La prévention des violences sexistes est également un axe qu'il sera également important de développer.</p>
Objectifs	<p>Rassembler les institutions, les professionnels et élus de la commune autour d'une réflexion collective sur les violences faites aux femmes et leur prévention.</p> <p>Avoir une vision globale et précise du fonctionnement de tous les services acteurs du territoire en matière de prévention et de lutte contre les violences.</p> <p>Intégrer cette problématique au sein des services municipaux.</p> <p>Sensibiliser et informer le plus grand nombre de personnes sur cette problématique et informer notamment les femmes touchées et leur entourage.</p>
Contenu de l'action	<p>Mise en place d'un groupe de travail afin de coordonner les actions des différents partenaires sur les actions de prévention des violences faites aux femmes et l'accompagnement des victimes (création de logements d'extrêmes urgences - LEU).</p> <p>Le groupe de travail devra concevoir, élaborer et assurer la mise en place et le suivi des actions projetées.</p> <p>Le groupe de travail sera animé par la référente des violences faites aux femmes et se réunira une fois par trimestre.</p>
Public visé	Victimes de violences familiales.
Pilote	Ville de Nîmes CLSPD via la référente du groupe travail « violences faites aux femmes et l'aide aux victimes ».
Partenaires	Direction Prévention Ville de Nîmes – Centres Sociaux - Intervenants Sociaux – Conseil Départemental – CAF – CIDFF – AGAVIP – CHU – Inspection d'académie – Médecins – Procureur de la République – DDCS/DDFE – CCAS – Association Via Femina – Associations ciblées par le CLSPD.
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre de réunions autour de cette problématique.</p> <p>Nombre d'action projetée sur la commune.</p>



Fiche Action 10	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 2 : Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger
--------------------	---

Objet	Prévention des Seniors.
Constat	<p>La part des seniors (65 ans et plus) représente près de 20% de la population française. Ce sont les seniors qui développent le plus une préoccupation sécuritaire et qui expriment le plus fortement le sentiment d'insécurité.</p> <p>Ce sentiment d'insécurité les conduit souvent à s'isoler un peu plus et à restreindre leurs interactions sociales.</p>
Objectifs	Communiquer aux seniors les bonnes pratiques en termes de sécurité pour rassurer cette population.
Contenu de l'action	<p>Communiquer et informer sur les bonnes pratiques en matière de tranquillité publique, mais aussi sur les violences intrafamiliales et sur la sécurité routière.</p> <p>Intervention par les personnels de la Direction de la prévention de la ville de Nîmes devant les seniors, par des présentations thématiques, power-points, débats, et ce en liaison étroite avec le CCAS.</p>
Public visé	Population de 65 ans et plus.
Pilote	Ville de Nîmes Direction de la prévention.
Partenaires	DDSP – CCAS – Centres Sociaux.
Indicateurs d'évaluation	Nombre d'interventions.



Fiche Action 11	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE <i>Axe 2 : Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger</i>
--------------------	--

Objet	Financement intervenants sociaux dans les commissariats (aides aux victimes).
Constat	<p>Dans le Gard, dès septembre 2007, la ville de Nîmes, le Conseil Départemental et l'État, cofinance un poste d'intervenant social à l'Hôtel de Police de Nîmes</p> <p>L'intervenant social joue un rôle de premier accueil social, d'écoute et d'orientation. Il a vocation à assurer l'interface entre la police et les services sociaux afin de favoriser une prise en charge globale des personnes reçues.</p> <p>Il intervient tant à l'égard des victimes, en matière de soutien, que des auteurs de violences (prévention de la réitération) et assure des actions de formation au bénéfice des policiers (aide au management).</p>
Objectifs	<p>Pérenniser le financement du poste de l'intervenante sociale.</p> <p>Améliorer l'accueil des victimes et favoriser la prévention de la réitération.</p>
Contenu de l'action	Rattachés à l'Etat-major, ces professionnels traitent en totale symbiose les situations qui leur sont signalées et également via l'exploitation des mains courantes.
Public visé	Victimes de violences.
Pilote	Préfecture.
Partenaires	UDAF – Direction Proximité et Cohésion Territoriale Ville de Nîmes - Conseil Départemental – DDSP.
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre de personnes accueillies (femmes, hommes, mineurs).</p> <p>Nature des problématiques traitées (conflits conjugaux, conflits de voisinage, conflits intrafamiliaux...).</p> <p>Nature des réponses apportées.</p>



Fiche Action 12	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE <i>Axe 2 : Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger</i>
--------------------	--

Objet	Consolider la Maison du Justice et du Droit (MJD).
Constat	<p>À sa création en 1998, la Maison de Justice et du Droit (MJD) a été implantée dans le quartier prioritaire de la Politique de la Ville à Valdegour illustrant la volonté de favoriser une justice de proximité. Au fil du temps, c'est l'activité « accès au droit » qui s'est fortement développée. La justice de proximité constitue le deuxième volet de l'activité de la MJD. A ce titre, interviennent les délégués du Procureur de la République. La MJD accueille des interventions des avocats-conseils, des conciliateurs de justice, du défenseur des droits, d'un intervenant de l'association Consommation, Logement et Cadre de vie, de l'Association Gardoise d'Aide aux Victimes d'Infractions Pénales et de la déléguée du préfet dans le quartier.</p> <p>Un greffier est à la tête de la MJD mais il effectue également une permanence hebdomadaire à la MJD de Bagnols-sur-Cèze. La présence permanente sur le site est assurée par deux personnes dont un agent à temps plein mis à la disposition par la Direction de la Prévention de la Ville de Nîmes.</p>
Objectifs	En raison de la place occupée par la MJD notamment sur le plan de l'accès au droit qui participe du maintien et du renforcement du lien social, il est essentiel que cette structure soit pérennisée.
Contenu de l'action	<p>Pour que la MJD puisse jouer pleinement son rôle, le greffier qui y est affecté doit y exercer à temps plein.</p> <p>En 2020, la MJD s'est implantée sur le site de Diderot afin de disposer de locaux plus spacieux permettant de recevoir d'autres acteurs.</p> <p>Mise à jour de la convention partenariale entre la Ville et la MJD.</p>
Public visé	Tout Public.
Pilote	Procureur de la République.
Partenaires	Ville de Nîmes – Ordre des Avocats – PJJ – Associations – DDSP – Conseil Départemental.
Indicateurs d'évaluation	Bilan annuel.



Fiche Action 13	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 2 : Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger.
--------------------	--

Objet	Mettre en place des actions de sensibilisation et de formation du personnel Municipal afin d'accueillir les personnes victimes de violences conjugales.
Constat	<p>Les violences conjugales sont interdites par la loi, qu'elles touchent une femme ou un homme, qu'elles soient physiques, psychologiques ou sexuelles. Il s'agit des violences commises au sein des couples mariés, pacsés ou en union libre. La victime de violences conjugales qui signale les faits peut bénéficier de nombreuses mesures de protection de la part des institutions publiques et des associations.</p> <p>Le déficit de signalement est dû à une connaissance insuffisante des signes permettant de repérer ces situations par les personnels des services qui sont en contact avec ce public.</p>
Objectifs	<p>Permettre aux agents des services accueillant le public de mieux repérer les situations de violences. Nommer des référents dans les directions ciblées.</p> <p>Donner aux agents municipaux les moyens d'informations nécessaires à une orientation pertinente des victimes pour un traitement de la situation.</p>
Contenu de l'action	<p>Actions de sensibilisation-formation auprès des agents municipaux recevant du public ou intervenant auprès du public vulnérable par la référente « violences faites aux femmes et aide aux victimes » de la Ville de Nîmes.</p> <p>Les actions comporteront trois volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - détection des signaux faisant présumer une situation à risque ou révélant une situation avérée de violences, - conseils sur la conduite à tenir, - un thésaurus des intervenants (qui fait quoi) sera établi et diffusé pour que les personnels puissent s'adresser au bon interlocuteur ou orienter vers celui-ci les personnes concernées.
Public visé	Les personnes victimes de violences conjugales.
Pilote	Ville de Nîmes.
Partenaires	Les membres du groupe de travail CLSPD thématique violences faites aux femmes et aide aux victimes (DDSP via la Brigade des Protections des Familles).
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre de référents désignés.</p> <p>Nombre de personnes ayant bénéficié des actions de formation-sensibilisation.</p>



Fiche Action 14	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 2 : Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger
--------------------	---

Objet	Lutter contre le harcèlement de rue.
Constat	<p>Trop longtemps assimilé à de la drague ou au simple fait d'aborder quelqu'un de manière trop insistante, le harcèlement de rue est un véritable problème de société. Il se traduit par des sifflements, bruits de bouche, divers commentaires, insultes et interpellations, et agressions sexuelles commis dans l'espace public (rue ou transports). Leur caractère répétitif et violent génère un environnement hostile envers les personnes concernées et porte une atteinte inacceptable à leur dignité et à leur liberté.</p> <p>Les femmes sont majoritairement les victimes et selon l'enquête du Haut Conseil à l'Égalité, 55% disent avoir été victimes d'injures et 1 sur 5 assure qu'il s'agissait d'injures sexistes.</p>
Objectifs	<p>Afin de lutter contre le harcèlement de rue, la Ville met en place le dispositif « ANGELA ». Le principe de ce dispositif est de permettre à une personne qui se sent harcelée ou importunée de se rendre dans un « endroit refuge » dans un commerce (bars, restaurants, pharmacies, autres...) et demander « où est Angela ? », une manière discrète de prévenir le commerçant participant au dispositif, de conduire la victime dans un endroit isolé du commerce et lui proposer d'appeler quelqu'un, de prendre un taxi ou de contacter la police.</p>
Contenu de l'action	<p>Création d'un groupe de travail.</p> <p>Sensibiliser les commerçants par l'envoi de courriels afin de présenter le dispositif et de recenser les volontaires.</p> <p>Mise en place de formation des commerçants volontaires pour la conduite à tenir lorsqu'une victime se rend dans un commerce.</p> <p>Lancement de campagnes de communication afin d'informer les administrés.</p> <p>Création de stickers pour affichage sur les vitrines des commerçants participants au dispositif.</p> <p>Suivi et mise à jour des partenaires.</p> <p>Suivi et mise à jour de la brique « ANGELA » dans l'application Nîmes.</p>
Public visé	Tout Public.
Pilote	Direction de la Prévention de la Ville.
Partenaires	Ville de Nîmes – Direction de la Communication – Direction du Commerce – DDCS/DDFE – CIDFF - Commerçants participants au dispositif-Tango.
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre de commerces participants à l'opération.</p> <p>Nombre de victimes recensées.</p>



Fiche Action 15	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 3 : La Population, nouvel acteur de la prévention de la délinquance
--------------------	--

Objet	Développer la participation citoyenne.
Constat	<p>Instaurée depuis une quinzaine d'années la démarche de participation citoyenne consiste à sensibiliser les habitants d'un quartier à la protection de leur environnement.</p> <p>Mise en place sur les quartiers les plus touchés par les cambriolages notamment, elle encourage à adopter une attitude solidaire et vigilante en informant les forces de l'ordre de tout fait particulier. Aujourd'hui, seuls les comités de quartier adhèrent au dispositif et il est proposé de l'élargir, à un groupe d'immeubles, à une zone pavillonnaire ou commerciale conformément à la stratégie nationale.</p>
Objectifs	Faire entrer dans le dispositif de participation citoyenne, de nouveaux adhérents qui ne soient plus exclusivement les comités de quartier.
Contenu de l'action	En lien étroit avec la Police Nationale, identifier des zones pouvant bénéficier de ce dispositif et qui en sont aujourd'hui exclues.
Public visé	Zones plus particulièrement touchées par la délinquance et les incivilités.
Pilote	DDSP- Ville de Nîmes Direction de la Prévention.
Partenaires	Procureur de la République - Préfecture.
Indicateurs d'évaluation	Nombre de nouvelles adhésions.



Fiche Action 16	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 3 : La Population, nouvel acteur de la prévention de la délinquance
--------------------	--

Objet	Étendre le partenariat avec les comités de quartiers.
Constat	<p>Le Maire est un acteur majeur de la chaîne de sécurité et à ce titre il importe qu'il dispose des moyens et informations nécessaires au rôle que lui confère la loi notamment celle du 5 mars 2007 relative à la Prévention de la Délinquance.</p> <p>Il semble important que l'échange d'informations soit favorisé avec les administrés en valorisant les échanges avec les comités de quartiers, véritables traits d'union entre les habitants et les élus. Ces échanges d'informations sur les événements survenus dans les quartiers doivent s'accompagner de retour sur les actions mises en place pour lutter contre les phénomènes délinquants.</p>
Objectifs	Favoriser et améliorer la transmission d'informations relative à la sécurité des habitants en créant une rencontre avec les Présidents de quartier de nature à les conforter dans leur rôle d'acteur et afin de créer une valeur ajoutée au dispositif partenarial existant.
Contenu de l'action	Mise en place de réunions GST thématiques conseils de quartiers deux fois par an regroupant les présidents de comités de quartiers représentés au sein des conseils de quartiers avec les acteurs de la sécurité des institutions.
Public visé	Habitants de la Ville de Nîmes via les comités de quartiers.
Pilote	Ville de Nîmes Direction de la Prévention.
Partenaires	Élus – DIVAQ - Coordonnateur CLSPD - DGA sécurité – Police Nationale – Police Municipale – Procureur de la République - Préfecture.
Indicateurs d'évaluation	Tableau suivi GST.



Fiche Action 17	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 3 : La Population, nouvel acteur de la prévention de la délinquance
--------------------	--

Objet	Organiser des marches exploratoires de sécurité (en lien avec les GST de terrain).
Constat	<p>Les marches exploratoires de sécurité sont des diagnostics de terrain menées par un groupe d'une dizaine de personnes dans leur quartier d'habitation. Ce groupe identifie les éléments d'aménagement de territoire qui sont à l'origine d'un sentiment d'insécurité puis élabore des propositions d'amélioration de ces situations en impliquant les habitants qui sont les plus exposés aux problématiques de terrain sur certains lieux.</p> <p>Ces marches sont un exemple de participation des habitants à l'amélioration de leur cadre de vie (ex : dans le cadre du plan national de lutte contre le harcèlement dans les transports en commun).</p>
Objectifs	<p>Dans le cadre des groupes de travail du CLSPD, le GST concerné se rend sur les lieux de problématiques de sécurité et explore avec les riverains les solutions.</p> <p>(sécurisation d'un cheminement piéton, amélioration de l'éclairage public, modification d'un sens de circulation, déplacement ou nouvel aménagement d'un arrêt de bus...)</p>
Contenu de l'action	Identification des problématiques de sécurité nécessitant un transport sur les lieux afin d'une meilleure prise en compte des difficultés et des solutions à apporter.
Public visé	Habitants Ville de Nîmes.
Pilote	Coordonnateur CLSPD.
Partenaires	Acteurs du CLSPD - Direction Proximité et Cohésion Territoriale Ville de Nîmes
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre de marches exploratoires.</p> <p>Tableau suivi GST.</p>



Fiche Action 18	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 3 : La Population, nouvel acteur de la prévention de la délinquance
--------------------	---

Objet	Développer la promotion du dispositif de tranquillité absence (anciennement tranquillité vacances).
Constat	<p>En France, l'opération tranquillité vacances ou OTV, créée en 1974, est un système de lutte contre le cambriolage.</p> <p>Ce dispositif permet de faire surveiller une habitation vacante pendant les vacances scolaires ou en cas d'absence par les services de police afin de dissuader les actions de cambriolages et de vérifier l'absence d'effraction ou d'intrusion.</p> <p>Ce dispositif gratuit repose sur une inscription des habitants auprès des autorités pour signaler leurs départs. L'inscription peut se faire soit sur place, soit par téléphone, soit en ligne.</p> <p>Des patrouilles sont alors organisées par la Police Municipale ou Nationale en fonction du découpage géographique lors de l'inscription.</p> <p>En cas d'anomalie (tentatives d'effractions, effractions, cambriolages) les résidents sont prévenus par les policiers.</p>
Objectifs	Sensibiliser la population sur le dispositif existant via des campagnes de communication sur l'ensemble de la commune.
Contenu de l'action	Développer de nouveaux supports de communication afin de faire connaître le dispositif en direction des habitants (campagne d'affichage, flyers, communication via le site de la Ville de Nîmes, réseaux sociaux...)
Public visé	Habitants de Nîmes.
Pilote	Direction de la prévention Ville de Nîmes - DDSP – Police Municipale.
Partenaires	Préfecture - Direction de la Communication Ville de Nîmes.
Indicateurs d'évaluation	<p>Nombre de nouvelles inscriptions.</p> <p>Nombre d'articles et supports de communication mis en place.</p> <p>Retour expérience comparatif surveillance/ fait relevé Cambriolages.</p>



Fiche Action 19	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 3 : La Population, nouvel acteur de la prévention de la délinquance
--------------------	--

Objet	Créer un lien Police Municipale – Population.
Constat	<p>Si les Nîmois connaissent bien leur police municipale, ils méconnaissent souvent ses missions. La police municipale assure la mise en œuvre des pouvoirs de police administrative du maire pour la tranquillité et la salubrité publique.</p> <p>Le grand public connaît moins son implication dans la police de proximité dans la lutte contre l'insécurité routière et dans la lutte contre les incivilités au quotidien</p> <p>Fonctionnant 24h/24 et 7/7, la Police Municipale intervient en permanence sur l'ensemble du territoire</p> <p>Il est nécessaire de valoriser son action auprès du plus grand nombre.</p>
Objectifs	Créer une journée de rencontre entre la population et la Police Municipale afin de faire connaître et de valoriser l'ensemble de ses actions.
Contenu de l'action	<p>Organiser une journée une fois par an sur l'Esplanade (opportunément à l'occasion du Forum des associations) en mettant en place un stand afin de représenter les différents corps de métier de la Police Municipale (canine, motos, VTT, prévention routière...)</p> <p>Communiquer sur les missions principales de la Police Municipale.</p> <p>Favoriser le dialogue/l'échange entre la population et la Police Municipale.</p>
Public visé	Habitants de Nîmes.
Pilote	Police Municipale.
Partenaires	Direction de la Prévention Ville de Nîmes - Direction de la Communication Ville de Nîmes.
Indicateurs d'évaluation	Nombre de visiteurs sensibilisés.



Fiche Action 20	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 3 : La Population, nouvel acteur de la prévention de la délinquance
--------------------	---

Objet	Développement de l'application Ville de Nîmes pour signaler les incivilités.
Constat	La ville de Nîmes a développé une application smartphone et tablettes qui permet aux administrés, via une brique « signaler », de déclarer un problème de stationnement abusif, de règles de stationnement non respectées, d'un emplacement livraison ou PMR utilisé à mauvais escient d'un problème de tranquillité publique etc.... Il s'agit des dysfonctionnements que les usagers pouvaient déjà signaler sur le site internet via la e-démarche « Intervention sur l'espace public » (IEP). Une photo peut être jointe, l'adresse est rentrée (ou l'on peut se géo localiser) et une description peut être effectuée, facilitant le traitement de la demande des usagers par la collectivité.
Objectifs	Traiter les incivilités et sentiment d'insécurité avec l'application.
Contenu de l'action	Il est proposé de faire évoluer l'application. L'onglet tranquillité publique permettrait de déclarer et décrire : - Un sentiment d'insécurité - Des nuisances sonores - D'être contacté par la référente violences faites aux femmes
Public visé	Les personnes ayant téléchargés l'application.
Pilote	Le service relation Usagers chargé de mission smart city en lien avec la direction de la prévention.
Partenaires	DN - DG Modernisation – Police Municipale.
Indicateurs d'évaluation	Nombre de signalements via ce vecteur.



Fiche Action 21	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE <i>Axe 4 : Le territoire : vers une gouvernance renouvelée et efficace</i>
--------------------	---

Objet	Développer le champ de compétence des rappels à l'ordre.
Constat	<p>L'article 11 de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance a donné pouvoir au maire de procéder à un rappel à l'ordre à l'encontre d'une personne, auteur de faits susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité ou à la salubrité publiques dans la commune. L'intervention du maire vise, en agissant sur les comportements individuels, à mettre un terme à des faits, qui, s'ils ne constituent pas encore des délits ou des crimes, peuvent y conduire.</p> <p>Depuis une dizaine d'années la Ville de Nîmes a mis en place les rappels à l'ordre via le conseil des Droits et des Devoirs des familles.</p> <p>Les rappels à l'ordre visent pour l'essentiel les incivilités et les infractions à arrêtés municipaux. Le nombre de ces rappels à l'ordre sont en constante augmentation depuis la création du dispositif, et il paraît aujourd'hui intéressant de pouvoir élargir son champ de compétences notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - certaines dégradations légères, ou des vols étalage d'un faible préjudice commis par des mineurs inconnus des services de justice qui ne font pas l'objet de poursuites. - donner suite à des interventions de Police qui ne donnent pas lieu à des poursuites pénales via une fiche navette.
Objectifs	<p>Intervenir en amont, en prévention de comportements qui pourraient devenir délictueux.</p> <p>Responsabiliser la personne dans l'exercice de ses fonctions de citoyen.</p> <p>Prévenir la tranquillité publique.</p>
Contenu de l'action	<p>Accentuer le partenariat avec la Police Nationale.</p> <p>Etablir un protocole pour les vols étalage en accord avec les représentants des commerçants.</p>
Public visé	Mineurs ou majeurs.
Pilote	Ville de Nîmes – direction de la Prévention Coordonnateur CDDF.
Partenaires	Procureur de la République – DDSP.
Indicateurs d'évaluation	Nombre de rappels à l'ordre prononcés.



Fiche Action 22	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 4 : Le territoire : vers une gouvernance renouvelée et efficace
--------------------	--

Objet	Développer le CIUVP et augmenter le nombre de caméras.
Constat	<p>La stratégie d'implantation consiste à couvrir d'une part les zones exposées à la délinquance ou aux atteintes à la tranquillité publique, et d'autre part, à tisser un maillage sur les principaux axes d'entrées et de sorties.</p> <p>L'efficacité de ce dispositif parfaitement corrélé aux interventions des forces de l'ordre a permis de faire reculer la délinquance sur Nîmes de manière significative. C'est un outil efficace donc pour dissuader (le passage à l'acte), détecter (repérer en temps réel la commission d'une infraction) et identifier (faciliter l'identification des auteurs d'infractions).</p> <p>Le Centre Inter Urbain de Vidéo Protection visualise et exploite les images du dispositif en direct 24h/24 et 7/7.</p> <p>Enfin, la vidéo protection est un dispositif précieux pour l'efficacité et, dans le même temps, pour la sécurité des forces de police en intervention. Le renvoi d'images vers le Centre d'Information et de Commandement du Commissariat et maintenant aussi au Centre Opérationnel Départemental en préfecture (si besoin en cas de crise) permet au commandement et aux services du préfet d'apprécier visuellement la situation et d'adapter ainsi la stratégie et les moyens d'intervention.</p>
Objectifs	L'objectif est de développer un dispositif qui a fait ses preuves dans le domaine de la lutte contre la délinquance et dans celui de la sécurité des forces de l'ordre.
Contenu de l'action	Augmenter le nombre de caméras et optimiser leur positionnement en concertation avec les partenaires.
Public visé	Auteurs d'incivilités ou de fautes graves
Pilote	Ville de Nîmes et CIUVP de Nîmes Métropole
Partenaires	Préfecture – Procureur de la République – Police Nationale
Indicateurs d'évaluation	<p>Pour chaque secteur vidéo surveillé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évolution des indicateurs de pilotage des services. - Nombre de réquisitions des services de police. - Nombre d'interpellations réalisées sur alerte du CIUVP. - Nombre d'interpellations réalisées suite à l'exploitation des réquisitions.



Fiche Action 23	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 4 : Le territoire : vers une gouvernance renouvelée et efficace
--------------------	--

Objet	Solliciter le soutien financier du fond interministériel de prévention de la délinquance afin de créer des actions au niveau communal.
Constat	<p>Aux termes de l'article 5 de la loi du 5 mars 2007, a été créé un fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD), "destiné à financer la réalisation d'actions dans le cadre des plans de prévention de la délinquance et dans le cadre de la contractualisation mise en œuvre entre l'État et les collectivités territoriales en matière de politique de la ville".</p> <p>Le FIPD permet le financement d'actions de prévention de la délinquance et désormais d'actions de prévention de la radicalisation en association avec les collectivités locales et le milieu associatif.</p> <p>La circulaire du 5 mars 2020, du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD) dont le cadre est désormais triennal fixe les orientations du gouvernement en matière de politiques publiques de prévention. Outre la prévention de la délinquance et celle de la radicalisation, la circulaire intègre désormais la lutte contre l'islamisme et le repli communautaire.</p>
Objectifs	La Ville de Nîmes souhaite optimiser la sollicitation du fonds interministériel de prévention de la délinquance afin de créer des actions au niveau communal.
Contenu de l'action	<p>Développer le partenariat avec les services préfectoraux afin de présenter les futures actions communales éligibles au FIPD.</p> <p>Dépôt dans les délais impartis du dossier cerfa N°12156*05 de présentation de l'action ou des actions à mener sur la commune.</p>
Public visé	Administrés de la commune.
Pilote	Coordonnateur CLSPD Ville de Nîmes.
Partenaires	<p>Préfecture - Direction Politiques contractuelles et Recherche de Financements de la Ville de Nîmes</p> <p>- Direction Proximité et Cohésion Territoriale Ville de Nîmes.</p>
Indicateurs d'évaluation	Nombre de dossiers déposés en préfecture.



Fiche Action 24	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 4 : Le territoire : vers une gouvernance renouvelée et efficace
--------------------	--

Objet	Développer les postes de TIG majeurs.
Constat	<p>Le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) du Gard se voit confier par les autorités judiciaires des mesures de Travail d'Intérêt Général (TIG) qu'il convient de faire exécuter, au bénéfice de la société, dans différentes structures d'accueil. Même si un nombre important de structures accueillent déjà des tigestes dans le département du Gard (CHU de Nîmes, Conseil Départemental), il convient de poursuivre l'effort en développant le nombre de postes habilités par la diversification des profils de postes proposés, l'ouverture de nouveaux lieux, l'évolution des horaires d'accueil.</p> <p>La Ville de Nîmes concourt déjà à cet effort en accueillant des personnes condamnées à une peine de TIG.</p> <p>La délibération du 28 décembre 2019, a créé 5 postes d'accueil de tigestes majeurs supplémentaires portant à 15 le nombre de postes au sein de la collectivité (2 postes dans les Musées, 5 postes à la Direction Cadre de Vie, 1 poste au service des Festivités Logistiques, 2 postes au service Intervention Proximité, 5 postes à la Direction des Sports).</p>
Objectifs	<p>Accroître le nombre d'offres d'accueil dans le cadre du Travail d'intérêt général à 20 postes.</p> <p>Diversifier les postes sur les filières administratives et techniques.</p>
Contenu de l'action	<p>Organiser des réunions d'information et de sensibilisation avec les responsables de services afin de recenser les besoins.</p> <p>Accompagner et former les tuteurs en lien avec le SPIP.</p> <p>Mise en place d'une coordination efficace entre la commune et le SPIP.</p> <p>Le tuteur doit veiller à ce que le SPIP dispose des informations relatives au déroulement du TIG. En cas de non-respect des horaires, du cadre fixé, incident ou toute autre question, le tuteur doit s'adresser directement au SPIP.</p>
Public visé	Personnes majeures femmes / hommes condamnés à une mesure de travail d'intérêt général.
Pilote	SPIP du Gard.
Partenaires	Ville de Nîmes - Procureur de la République - Référent Territorial du TIG (RT TIG).
Indicateurs d'évaluation	Recensement des placements de Travaux d'Intérêt Général au sein de la commune.



Fiche Action 25	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 4 : Le territoire : vers une gouvernance renouvelée et efficace
--------------------	--

Objet	Lutter contre les nouveaux phénomènes dangereux et d'addictions.
Constat	<p>Régulièrement on constate l'apparition de nouveaux produits euphorisants, souvent détournés de leur usage (médicaments, poppers, colle et solvants ...) ou de substances nouvelles (protoxyde d'azote, produits de synthèse, MDMA,...), utilisés par une partie de la jeunesse, ce qui pose un problème de santé publique.</p> <p>D'autre part, notre jeunesse se met en danger en s'adonnant à la pratique de certains jeux ou défis qui peuvent déboucher sur des accidents graves (jeu du foulard, cap ou pas cap, happy slapping, roue arrière ...)</p>
Objectifs	Assurer une communication envers les jeunes sur les nouvelles consommations de produits euphorisants ou addictifs, ainsi que sur les pratiques à risques de certains jeux ou défis internet.
Contenu de l'action	<p>Repérer les jeunes les plus exposés afin de mener des actions de prévention.</p> <p>Renforcer les actions de prévention via la communication avec création de flyers et dépliants sur les conduites à risques.</p>
Public visé	Jeunes exposés au comportement à risques.
Pilote	Direction de la Prévention Ville de Nîmes.
Partenaires	Ville de Nîmes – Direction de la Prévention – Direction de la Communication – CLJ – Education Nationale - Direction de l'Éducation – Direction Santé Hygiène Ville de Nîmes.
Indicateurs d'évaluation	Nombre d'actions menées.



Fiche Action 26	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE <i>Axe 4 : Le territoire : vers une gouvernance renouvelée et efficace</i>
--------------------	---

Objet	Création d'un Hyperviseur urbain.
Constat	La modernisation et le service des usagers sont les axes majeurs de l'ensemble des politiques publiques de la Ville de Nîmes depuis plusieurs années. Des investissements importants ont été réalisés et se poursuivent et toute action et projet nouveaux sont intégrés sous le prisme de la Smart City. Dans ce contexte permanent d'amélioration et d'efficacité du service public, la collectivité doit franchir une nouvelle étape.
Objectifs	Rapprocher physiquement des entités en charge des questions de résilience, de protection des biens et des personnes afin d'optimiser la gestion de l'espace public au quotidien mais aussi en temps de crise en favorisant la collaboration et la transversalité entre les services. Améliorer la réponse de la Ville aux signalements de dysfonctionnements sur l'espace public de la part des usagers. Déployer de nouveaux usages non sécuritaires des caméras, permettant de passer d'un espace public vidéo-protégé à un espace public vidéo-géré.
Contenu de l'action	Rassembler sur un même lieu un éventail de services tel que le PCC, le CIUVP, le PCPM, la Gestion de la Relations à l'Usager pour réaliser un équipement moderne et fonctionnel.
Public visé	Les usagers.
Pilote	Ville de Nîmes - Mission Valorisation et Relations Usagers.
Partenaires	Direction Police Municipale – CIUVP - Direction Protection Publique - Direction des Services Techniques.
Indicateurs d'évaluation	Tableau suivi satisfaction usagers.



Fiche Action 27	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE <i>Axe 4 : Le territoire : vers une gouvernance renouvelée et efficace</i>
--------------------	---

Objet	Lutter contre les rodéos urbains.
Constat	Phénomène régulièrement dénoncée par les habitants de nombreux quartiers nîmois, la pratique du rodéo est considérée par beaucoup de jeunes, comme une activité valorisant les conducteurs dans leur environnement en s'affranchissant des règles de conduite fixée par la loi. Pratiqué sur le domaine public (routier et parc), le rodéo urbain génère des situations de tension avec les riverains, excédés par les nuisances sonores occasionnées par ces comportements au mieux inciviques, au pire quelquefois constitutifs d'une mise en danger d'autrui, notamment au niveau des interventions des forces de l'ordre et à dégager des réponses adaptées tant dans les domaines juridiques qu'opérationnels.
Objectifs	Restaurer la tranquillité publique dans les quartiers concernés et réduire les risques pour les riverains, les usagers de la route, les conducteurs des engins et les forces de l'ordre. Contribuer sur un plan judiciaire à lutter contre les vols des véhicules, souvent utilisés à ces fins.
Contenu de l'action	Mener un travail, en aval, d'identification et d'enquête afin de viser à une verbalisation ou à une condamnation par l'officier du ministère public, des conducteurs des véhicules concernés. Sur un plan préventif, étudier en concertation avec les acteurs de terrain, les aménagements techniques réalisables, pour limiter la pratique des rodéos. Mise en place sur les quartiers concernés d'opérations ciblées avec des effectifs adaptés (PN/PM) et l'appui du CIUVP.
Public visé	Mineurs / Majeurs.
Pilote	DDSP avec l'appui de la Police Municipale.
Partenaires	Ville de Nîmes - Police Municipale - Direction de la Prévention - Services Techniques-CIUVP- Coordonnateur CLSPD- Procureur de la République.
Indicateurs d'évaluation	Recensements des regroupements et des actions menées.



Fiche Action 28	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE <i>Axe 4 : Le territoire : vers une gouvernance renouvelée et efficace</i>
--------------------	---

Objet	Mise en place du C.L.S.P.D. restreint radicalisme.
Constat	<p>La radicalisation s'est affirmée en France à l'instar d'autres pays européens et au-delà, comme une menace durable pour notre sécurité et notre cohésion sociale. Face à cette menace, une politique publique nouvelle de prévention de la radicalisation, qui articule logiques sociale et sécurité, a été construite à partir de 2014. Le plan de lutte anti-terroriste (PLAT) du 29 avril 2014 et le plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme (PART) du 9 mai 2016 ont développé cette politique de prévention autour de la détection, la formation, la prise en charge en milieux ouvert et fermé et le développement de la recherche.</p> <p>En février 2018, un nouveau plan national de prévention de la radicalisation a été présenté. Il repose sur la mobilisation et la coordination entre acteurs de l'Etat, collectivités territoriales et société civile et formule 60 mesures dont certaines à l'attention des collectivités territoriales telle que :</p> <p>- Mesure 21 : En fonction de la situation locale, inciter les collectivités territoriales à nommer des référents (élus et/ou coordonnateur de conseils locaux ou intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD / CISPD) afin de renforcer et sécuriser l'échange d'informations avec les cellules de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles (CPRAF) et améliorer les dispositifs de détection, de signalement et de prise en charge des personnes radicalisées.</p> <p>Le Gard et l'Hérault sont deux départements d'Occitanie où le plus grand nombre de cas de radicalisation ont été recensés.</p> <p>Une charte de confidentialité pour l'échange d'informations dans le cadre des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance en matière de prévention de la radicalisation violente a été signée le 28 novembre 2019 par le Préfet du Gard, le Procureur de la République et le Maire de la Ville de Nîmes.</p>
Objectifs	<p>Mettre en place un CLSPD restreint thématique radicalisme conformément aux articles D.132-7 et D.132-11 du Code de la Sécurité Intérieure qui donnent la possibilité d'étendre ses compétences aux actions de prévention de la radicalisation définies conjointement avec le représentant de l'Etat.</p> <p>Améliorer la coordination des éléments d'information entre les institutions étatiques et la Ville de Nîmes.</p> <p>Renforcer et sécuriser l'échange d'informations.</p>
Contenu de l'action	Réunion une fois par semestre du CLSPD restreint thématique radicalisme avec l'ensemble des partenaires.
Public visé	Associations, écoles, personnes faisant l'objet de signalements.
Pilote	Coordonnateur CLSPD de la Ville de Nîmes et Chargé de mission sûreté radicalisme PPMS alerte attentat de la Direction de la Prévention de la Ville de Nîmes.
Partenaires	Préfecture - Procureur de la République – DDSP.
Indicateurs d'évaluation	Réunion organisée et cas évoqués sur la commune.



Fiche Action 29	CONTRAT LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE Axe 4 : Le territoire : vers une gouvernance renouvelée et efficace
--------------------	---

Objet	Cartographie de la délinquance.
Constat	<p>Une connaissance précise des endroits où se produisent les actes de délinquance et les incivilités dans leurs différentes manifestations est indispensable à un traitement plus efficace qui passe notamment par une action préventive ciblée sur les secteurs déterminés comme sensibles.</p> <p>Dans le cadre d'une instance partenariale comme le CLSPD, ce besoin est d'autant plus prégnant que plusieurs partenaires sont en possession d'informations qui doivent être partagées pour disposer d'un aperçu exhaustif de la situation.</p>
Objectifs	Disposer d'une représentation graphique permettant une connaissance précise de la répartition spatiale des actes d'insécurité et constituant un outil d'aide à la décision pour le pilotage quotidien et partagé des objectifs et des actions.
Contenu de l'action	<p>Un groupe de travail spécifique sera constitué pour élaborer le process de réalisation : dans le cadre de la réglementation en vigueur</p> <ul style="list-style-type: none"> - définition des actes qui seront répertoriés : délits, incivilités - définition du niveau de localisation - répartition de l'espace en secteurs permettant une action préventive ajustée - définition des fournisseurs d'information en veillant à éviter les doubles comptes: Police Nationale, Police Municipale, transporteurs, bailleurs, services techniques de la ville - définition des modalités d'alimentation de la base de données par les fournisseurs d'information (support technique, fréquence) - gestion de la base de données - diffusion des informations : accessibilité de la base aux fournisseurs, éditions d'états (contenu, fréquence, destinataires) <p>La réflexion sera conduite en prenant en compte les prescriptions de la circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 18 février 2005 toujours en vigueur prévoyant les modalités de la stratégie partenariale à observer pour la mise en place de dispositifs de cartographie. Il sera notamment établi une convention pour la communication des données issues du système de traitement des infractions constatées de la Police Nationale. Le parquet sera associé à la rédaction de cette convention.</p>
Public visé	Services de Polices et Institutions.
Pilote	DDSP – Police Municipale – CIUVP.
Partenaires	Membres du CLSPD.
Indicateurs d'évaluation	<p>Présentation de la cartographie avec selon les secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evolution de la délinquance. - Evolution des atteintes à la tranquillité publique.

Les partenaires du CLSPD s'engagent sur le principe de la mise en place de ce CLSPD. Les fiches-actions annexées sont rédigées à titre indicatif et peuvent faire l'objet de modifications en cours d'exercice, sans remettre en cause l'économie générale et l'esprit du contrat local de sécurité.

Tous les ans, un rapport relatif au suivi et à l'évaluation de ce contrat sera présenté lors de l'assemblée plénière du CLSPD qui constitue l'instance principale de suivi et d'évaluation.

À la suite de la présentation de ce rapport, le CLSPD pourra décider de réorienter certaines actions ou certains objectifs et d'en proposer de nouvelles.

SIGNATAIRES

Fait à NÎMES, le

**M. Jean-Paul FOURNIER
Maire de NÎMES**

**Mme Marie-Françoise LECAILLON
Préfète du GARD**

**M. Eric MAUREL
Procureur de la République
Près le Tribunal Judiciaire de NÎMES**

**Mme Françoise LAURENT-PERRIGOT
Présidente du Conseil Départemental
du GARD**

**M. Philippe MAHEU
Directeur Académique des Services de
l'Éducation Nationale du GARD**